



INTERNATIONAL ASSOCIATION OF LABOUR HISTORY INSTITUTIONS

ACTA

XXXVth Annual Conference
8-11 September 2004

PARIS – NANTERRE - ROUBAIX

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF LABOUR HISTORY INSTITUTIONS IALHI

c/o Arbetarrörelsens arkiv och bibliotek, Upplandsgatan 4, Box 1124, 111 81, S-STOCKHOLM, Phone: 0046-8-412 39 01
Fax: 0046-8-412 39 90, Organisation number: 802412-6321, e-mail: ialhi@arbarkiv.a.se, web-site: www.ialhi.org

ACTA

XXXVth Annual Conference 8-11 September 2004
PARIS - NANTERRE - ROUBAIX

The XXXVth annual conference of the IALHI was held in Paris, Nanterre and Roubaix September 8-10, 2004. On the 11th of September there was a study visit to La Courneuve and the industrial heritage and social history of the area. This publication of papers from the conference contains the speeches held at the conference and the project presentations by IALHI members.

The material from the Round-table discussion on the theme “The Working Class in France at The Dawn of The 21st Century” will be published separately later, either in a special issue of BDIC's serial *Matériaux pour l'histoire de notre temps* and/or on the IALHI website.

The report from the Annual meeting during the conference will be distributed to all members of the IALHI and will also be published on the IALHI web-site.

The documents in this publication have been compiled by Françoise Blum, Centre d'histoire sociale du XXe siècle, Paris and Franck Veyron, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Nanterre.

Karin Englund
Secretary of IALHI

Printed in March 2005 by IALHI c/o Arbetarrörelsens arkiv och bibliotek, Box 1124, S-11181
at KopieCenter BWA AB Stockholm

ACTA

International Association of Labour History Institutions

XXXVth Annual Conference Paris-Nanterre-Roubaix September 8-11 2004

1. Introductory addresses and information about French institutions

Wednesday September 8

Annie Fourcaut, Directrice du CHS, Centre d'histoire sociale du XXe siècle 1

Thursday September 9

Geneviève Dreyfus-Armand Directrice de la BDIC 2

Bibliothèque de documentation internationale contemporaine

Fancis Démier, Vice president of Université Paris X, Nanterre 3

Friday 10 September

Françoise Bosman, Directrice du CAMT 5

Le Centre des Archives du Monde du Travail, Roubaix

Questions 17

2. Project presentations by IALHI members

Le site Internet de la BDIC, Yves Tomic, BDIC, Paris 20

Les ressources archivistiques de la CISL pour l'histoire sociale de l'Italie
Ivo Ulisse Camerini, Archivio Storico Nazionale della CISL, Rome 22

The Union Makes Us Strong: TUC History Online
Christine Coates TUC Library Collections, London 23

Khanya College Working Class History Programme
Lebogang Mashile, Khanya College, Johannesburg 26

Le mouvement ouvrier dans les ressources électroniques thématiques de
la bibliothèque de la Fondation Friedrich Ebert
Jacques Paparo, Bibliothèque de la Friedrich Ebert Stiftung, Bonn 28

Les activités du CODHOS, Collectif des centres de documentation en
histoire ouvrière et sociale, Frédéric Cépède, CODHOS, France 30

La base iconographique du Centre d'histoire sociale du XXe siècle, Paris
Françoise Blum & Sylvie Le Dantec, CHS 34

La Conférence IALHI 2005 à Gand, le 25ème anniversaire de l'AMSAB
Hendrik Ollivier AMSAB-ISG, Gent 37

MERCREDI 8 SEPTEMBRE PARIS-LA SORBONNE

Discours d'accueil

Annie Fourcaut (Directrice du CHS, Centre d'histoire sociale du XXe siècle)

Je suis heureuse de vous souhaiter la bienvenue à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne pour cette XXXVe conférence de l'IALHI au nom de tous les membres du Centre d'histoire sociale du XXe siècle que je dirige. En effet, le CHS dépend à la fois de cette Université et du centre national de la recherche scientifique. Nous n'avons malheureusement pas pu vous accueillir dans les locaux du Centre, de l'autre côté de la Seine à la rue Malher, car ces locaux ne sont pas assez vastes pour tous vous contenir. Mais je crois que vous n'avaient pas perdu au change en étant ici dans l'appartement Decanal qui était l'appartement des doyens de l'Université

Le Centre d'histoire sociale du XXe siècle avait déjà été un des organisateurs de la XXVIIe conférence de l'IALHI qui s'était déroulée à Paris, en 1986. A cette époque, notre centre s'appelait Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme et il était dirigé par Antoine Prost.

Bien des années se sont écoulées depuis et beaucoup de changements sont survenus, liés aux évolutions nécessaires et naturelles d'une institution comme la notre. Cependant, ces changements n'ont jamais remis en question les orientations fixées par le fondateur du centre Jean Maitron. Les directeurs successifs, Jacques Droz, Antoine Prost, Jacques Girault, Jean-Louis Robert ont toujours voulu s'inscrire dans la continuité de cet héritage qui peut se résumer comme suit: développer la recherche en histoire ouvrière et sociale, faire une histoire ouverte à la collaboration et à la confrontation avec les acteurs sociaux et se préoccuper constamment des sources de cette histoire afin de les mettre à l'abri, de les rendre accessibles aux chercheurs et de transmettre ainsi aux générations futures la mémoire de ce passé.

Depuis 1963, notre bibliothèque conserve des importantes collections d'ouvrages, périodiques, travaux universitaires et de fonds d'archives et ces collections s'enrichissent chaque année grâce également aux dons des militants. Ceux-ci ont toujours été très proches de notre centre depuis les débuts du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Ils le sont à titre individuel ou au travers de leurs organisations car le centre entreprend des travaux de recherche, des colloques et des séminaires en collaboration avec notamment les grandes centrales syndicales françaises. Il était donc normal que le CHS soit l'un des membres fondateurs du Codhos, ce collectif des centre de documentation en histoire ouvrière et sociale qui regroupe aujourd'hui une trentaine d'institutions publiques, privées et émanations d'organisations politiques et syndicales. Le Codhos avec la BDIC et le CAMT est également organisateur de cette conférence.

Je sais que vous avez un programme très chargé car les organisateurs tiennent à vous montrer que la France n'est pas que Paris. En effet, des institutions françaises représentatives de la recherche et de la conservation d'archives en histoire sociale se trouvent également ailleurs que dans la capitale.

Je vous souhaite donc de bien travailler et de bien profiter de votre séjour en France.

JEUDI 9 SEPTEMBRE / PARIS-NANTERRE

Discours d'accueil

Geneviève Dreyfus-Armand (Directrice de la BDIC, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine)

Avant de commencer cette 35e Conférence de l'IALHI, je voudrais rappeler que ces trois journées de conférence sont organisées à la fois – et c'est un fait tout à fait spécifique à la France – par un collectif, le CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale), ainsi que par la BDIC (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine), le Centre d'histoire sociale du XXe siècle, de l'Université Paris I – Sorbonne et le CAMT (Centre des archives du monde du travail).

Hier soir, Annie Fourcaut, qui en est la directrice, nous a présenté le Centre d'histoire sociale du XXe siècle. Demain, à Roubaix, nous aurons la présentation du Centre des archives du monde du travail. Aujourd'hui, je dirai donc simplement quelques mots d'accueil au nom de la BDIC, en évoquant nos activités de façon extrêmement rapide.

La BDIC fêtera ses 90 ans dans trois ans, en 2007. Il y a désormais 34 ans que la bibliothèque est installée à Nanterre, sur le campus de l'Université Paris X – le Musée d'histoire contemporaine, qui dépend de la BDIC, reste cependant toujours installé, depuis 1973, dans l'Hôtel national des Invalides, dans le centre de Paris.

Les relations de la BDIC avec l'Université de Nanterre sont donc privilégiées depuis 34 ans; nous espérons qu'elles pourront encore se renforcer à l'avenir, puisque nous avons depuis plusieurs années le projet de construction d'un nouveau bâtiment, qui réunirait la bibliothèque et le musée, et qui se situerait ici, en bordure du campus de l'Université. Ainsi, seraient enfin réunis dans un même lieu tous les documents (imprimés, manuscrits, audiovisuels, iconographiques, etc.) que la BDIC a pu réunir depuis sa création. Pour ce projet, un comité de pilotage, présidé par René Rémond, a été mis en place: c'est un comité institutionnel, où sont représentés tous les ministères et collectivités territoriales concernés.

LA BDIC dispose aussi d'un conseil scientifique, qui est matérialisé au sein de l'Institut fédératif de recherche intitulé "Archives et histoire des relations internationales". Elle est à la fois une bibliothèque, un musée, et un centre d'archives privées; et elle fait aussi de la formation à la recherche en histoire contemporaine, et impulse ainsi divers programmes de travail basés sur ses collections documentaires. Parmi ses axes de recherche, plusieurs thèmes concernent directement l'histoire sociale: je ne citerai ici que les deux principaux, l'histoire des migrations internationales (sur lesquelles la BDIC possède des fonds importants) et l'histoire et l'actualité des mouvements politiques et sociaux transnationaux (avec en particulier l'étude des mouvements étudiants, sur lesquels la BDIC a rassemblé, et continue de rassembler, des collections très importantes).

J'arrête ici cette présentation très générale, sur laquelle nous aurons sans doute l'occasion de revenir. Avant d'ouvrir les travaux de l'assemblée générale, je voudrais cependant remercier, pour l'organisation de cette journée à Nanterre, trois institutions qui nous ont particulièrement soutenus – pour l'ensemble des

trois jours, vous pouvez trouver la liste des institutions partenaires au dos du programme qui vous a été remis. L'Université Paris X - Nanterre (et nous avons le plaisir d'avoir avec nous ce matin Francis Démier, vice-président de l'Université chargé des relations internationales, et par ailleurs historien), la mairie de Nanterre (nous aurons cette après-midi une courte allocution d'un des maires adjoints) et le Conseil général des Hauts-de-Seine. Sans plus attendre, je passe donc la parole à Francis Démier.

Francis Démier (Vice-président de l'Université Paris X-Nanterre, chargé des relations internationales)

Mesdames, Messieurs, chers collègues, le Président de l'université Paris X, Olivier Audéoud, n'a malheureusement pas pu être aujourd'hui parmi nous, mais il m'a chargé, d'abord, de vous souhaiter la bienvenue dans cette université, et de vous dire aussi toute l'importance que nous attachons à la tenue d'une conférence de ce type dans nos bâtiments.

Pour notre université, cette conférence est importante pour plusieurs raisons. Elle l'est d'abord parce que, depuis plusieurs années maintenant, nous cherchons à ouvrir cette université sur l'international, et c'est un des enjeux de notre présidence actuelle: pour nous, la liaison avec des chercheurs étrangers est un objectif tout à fait important. Cette université est aussi un peu, à sa manière, un lieu de mémoire, intéressant pour des historiens du social: elle a été le point de départ d'une grande crise de société – Mai 68 – qui est pour nous un objet d'étude, et encore un enjeu important. Il n'en reste plus beaucoup de signes sur les murs de cette université, mais si vous cherchez – ou s'il y a une visite guidée de nos bâtiments – vous pourrez encore voir quelques fresques qui ont été peintes dans les années 68 et les années postérieures. Je crois donc que le cadre de notre université se prête bien à votre conférence.

Autre raison, aussi, qui me semble importante: au moment où, dans les années 60, la vieille Sorbonne a éclaté, et que s'est créée l'université de Nanterre, celle-ci a été pionnière en matière de recherches interdisciplinaires, qui ont opéré la rencontre entre l'économie, la sociologie, l'histoire, la psychologie, etc. Il y a eu ici de grands chercheurs, de grands professeurs, qui ont apporté à la connaissance du monde du travail des éléments importants. Là encore, voilà donc de bonnes raisons de vous accueillir.

Troisième élément: de longue date – depuis presque la création de l'université – , il existe un lien privilégié entre Paris X et la BDIC, qui est pour nous un atout précieux, puisqu'elle nous offre un ensemble de sources absolument capital pour la réflexion sur le monde du travail. Geneviève Dreyfus, tout à l'heure, évoquait nos projets; nous avons effectivement l'ambition de mettre sur pied, dans les années à venir, une Maison des sciences du contemporain, qui aura pour vocation – à côté d'une Maison de l'archéologie et de l'ethnologie, qui s'occupe elle du passé – de travailler avec des historiens, des économistes, des sociologues, des psychologues, sur le monde contemporain. Des manifestations comme celle d'aujourd'hui apportent un élément important dans ce projet.

Enfin, j'attache aussi de l'importance à votre manifestation parce qu'avant d'être chargé des relations internationales, je suis historien. Je suis donc attentif à vos travaux, et d'autant plus qu'au sein de Commission d'histoire sociale du Congrès

des sciences historiques – vénérable commission fondée autrefois par Ernest Labrousse, au lendemain de la seconde guerre mondiale, et dont je m'occupe au niveau français – , nous avons choisi, au niveau international, comme thème de débat et de réflexion pour le congrès de Sidney en 2005 la crise de l'histoire sociale... Je suis donc persuadé que vos travaux permettront de dénouer au moins une partie des problèmes que nous nous posons; vos travaux sont importants parce qu'ils montrent aux historiens toute l'importance, pour le temps présent, pour les observateurs de la situation actuelle, de se situer dans une perspective historique.

Je vous remercie donc d'être venus à Nanterre, et vous souhaite des débats fructueux.

VENDREDI 10 SEPTEMBRE / ROUBAIX

Regards sur le syndicalisme français. Histoire et archives

Françoise Bosman (Directrice du CAMT, Roubaix)

Lorsque l'organisation de cette 35e conférence de l'IALHI en France a été à l'ordre du jour entre nous, le CODHOS, la BDIC, le CHS de Paris 1 et le CAMT, il m'a été proposé de vous parler en une heure du mouvement syndical français qui tient le devant de la scène depuis un siècle et demi. Vous êtes tous des experts en la matière. Aussi, ai-je choisi de mêler références historiques et questions archivistiques pour orienter mes propos vers:

1. les archives syndicales françaises dans leur contexte historique,
2. les programmes du Centre des Archives du Monde du travail, structure de l'Etat unique en France, relatifs aux sources du syndicalisme,
3. les efforts communs restant à accomplir,
4. Conclusion: des propositions d'action autour du patrimoine syndical.

Les archives syndicales françaises dans leur contexte historique
Le XIXe siècle plante le décor social du siècle qui va suivre. Les conditions de la production industrielle, bouleversée par les découvertes scientifiques et techniques à compter de la Révolution française, font émerger de nouvelles réalités sociales qui vont dessiner durablement les rapports entre patrons et ouvriers, possédants et salariés. La France contemporaine, où le modèle républicain est continué et réadapté depuis 2 siècles par la classe possédante, est toujours marquée par cette brutalité du développement du capitalisme du XIXe siècle: c'est une grille de lecture incontournable des temps ouverts par la révolution industrielle.

Les émeutes et les barricades, les révolutions dans les bains de sang, la misère des travailleurs, les fortunes éclairs des possédants et leur luxe, les crises politiques, les batailles idéologiques, les migrations spontanées mais obligées de la campagne à la ville, les nouveaux métiers, les enfants et les femmes dans les ateliers et dans les mines, l'immigration, tout ces facteurs contribuent à créer une réalité sociale complètement inconnue jusqu'alors qui se résume globalement dans un antagonisme total patrons/ouvriers où chaque camp marque des étapes décisives tout au long du XIXe siècle.

Du côté des salariés, l'essor des libertés publiques ouvrent des possibilités d'émancipation importantes: loi de 1881 sur la presse, loi de 1882 et 1885 instituant l'école primaire obligatoire et gratuite, liberté syndicale en 1884, réglementation du travail des femmes et des enfants en 1892, liberté d'association en 1901, création du Ministère du Travail en 1906, l'année de la catastrophe de Courrières dans le bassin charbonnier du Nord, une des plus effroyables catastrophes de l'histoire mondiale de l'exploitation du charbon.

Du côté des capitalistes (industriels, financiers, banquiers), un champ d'action énorme est offert: loi sur les sociétés anonymes de 1867, conventions pour l'exploitation et l'achèvement du réseau ferré en 1883, loi de 1892 établissant un double tarif douanier en fonction des avantages obtenus des pays étrangers.

Les années 1870–1914 sont fondamentales pour tout le corps social: l'économie, le travail, les modes de pensées sont marqués par la lutte pour la vie et la survie

dans des rapports de domination nés du nouveau procès de production et de l'accumulation capitaliste.

Prenons l'exemple de la filature Motte-Bossut dans laquelle nous nous trouvons. Nous voici dans une usine monstre, emblème du château d'industrie du Nord de la France reconstruit sur le modèle architectural anglais après l'incendie de la première usine. En 1842, 40.000 broches de métiers à tisser s'y activaient. Le patron, Alfred Motte, commence sa tournée à 5 heures du matin et revient dans son bureau à 21 heures après le repas du soir. Les ouvriers, les ouvrières et leurs enfants sont rivés aux machines 15 heures par jour tant qu'il y a de la lumière, sans repos hebdomadaire, et s'agglutinent autour de l'usine du cœur de ville de Roubaix dans des milliers de courées insalubres. Les manifestations des filatures, notamment pendant la "famine du coton" provoquée par l'arrêt des importations d'Amérique du Nord suite aux ravages de la guerre de Sécession, sont réprimées à Roubaix dans le sang en 1867. Cette crise cotonnière fera disparaître toutes les banques à Roubaix, sauf le Crédit du Nord. C'est au sein de l'industrie textile française, première industrie du pays durant tout le XIXe siècle, que se forment en France les premiers syndicats ouvriers, les structures existant déjà avant la loi sur les syndicats de 1884. Antagonisme absolu entre les classes, les patrons du textile seront aussi les premiers à créer leurs structures patronales quelques temps après les ouvriers. Les industriels du textile ont constamment investi dans les progrès du machinisme, mais ont tenté de conserver le plus longtemps possible une organisation commerciale de société en nom collectif: on rassemble le capital dans la famille, on passe des alliances par le mariage, on constitue de grands clans où les enfants créeront plus tard également des sociétés en nom collectif. Cette bourgeoisie, comme les ouvriers, est issue du milieu artisanal et du monde rural venu à la ville. La solidarité familiale permet d'éviter les faillites. Les liniers s'allient aux cotonniers. A la tête de très grandes affaires, les sociétés cotonnières ne sont cependant pas cotés en bourse, contrairement aux chemins de fer, aux mines, à la métallurgie. Les usines ont été longtemps dispersées, avec des travaux à domicile, contribuant ainsi à un isolement ouvrier dans des conditions de vie et de travail extrêmement pénibles. Le perfectionnement des machines entraînera au XXe siècle une concentration des filatures que le groupe Boussac-Saint-Frères représente parfaitement. La filature Motte-Bossut, qui avait rassemblé cote à cote la maison du patron et les courées autour de l'usine, ne fermera ses portes qu'en 1981, dans le cadre d'une concurrence devenue mondiale faisant émigrer la production textile dans les pays du Tiers-Monde producteurs de coton et de jute.

Cette région du Nord-Pas-de-Calais fut l'une des régions les plus industrielles de France avec la population la plus pauvre. En 100 ans, la population double. Le mineur du Nord va symboliser l'image de l'ouvrier: entre 1871 et 1906, le nombre de mineurs en France passe de 93 000 à 170 000 dont plus de la moitié se trouve dans la région. A Lille entre 1878 et 1914, 6 enfants sur 10 meurent avant l'âge de 5 ans. L'essor du syndicalisme et du socialisme est le fait des ouvriers des centres urbains: c'est à Lille que De Geyter compose la musique de L'Internationale, que se tiennent deux congrès du Parti ouvrier français, puis celui en 1908 du Parti socialiste de France. Jean Jaurès multiplie tournées et meetings en territoire guesdiste et pour soutenir les ouvriers en grève.

Malgré l'arrêt aujourd'hui des grandes productions emblématiques: charbon, textile, métallurgie, sidérurgie, chantiers navals, la région conserve maintes traces de ces deux siècles de production industrielle. Celles qu'on voit d'abord: les sites,

les friches industrielles, les habitats anciens, celles que l'on peut rassembler: les machines, les archives, les anciens produits manufacturés et celles que l'on ne voit pas immédiatement: les mentalités, le rapport au travail, l'organisation sociale, la culture née du travail. C'est ici à Roubaix par exemple – la ville de mono-industrie aux mille cheminées - que l'impôt sur les grandes fortunes demeurerait le plus élevé en France, c'est ici à Roubaix que les nouveaux textiles révolutionnaires sont élaborés, c'est ici à Roubaix – et nulle part ailleurs – que s'est installé le Centre des Archives du Monde du Travail.

Deux siècles d'industries ne s'effacent pas comme cela: l'antagonisme de classe a finalement permis que les recouvrements naturels ou les amnésies provoquées des faits de la vie économique et sociale ne soient pas si aisés. L'histoire républicaine montre que chaque camp apporte sa marque, son identité, sa mémoire, ses symboles, ses reconstructions. Aucun des deux n'avance dans un champ libre: il y a composition d'une histoire sociale complexe, heurtée, difficile, avec des avancées et des reculs pour chacun, dont l'ensemble forme cependant pour les deux camps un patrimoine forcément commun.

C'est heureux, parce que les traces du syndicalisme dans ce pays, comme l'ont montré depuis une trentaine d'année historiens et archivistes, sont particulièrement fragiles, éclatées, soumises aux aléas d'activités militantes menées dans l'instant, tributaires des rapports de force sociaux et des événements brutaux qui leur sont liés, enfin de surcroît à l'écart des pôles de recherche pendant longtemps (jusqu'aux années 1960) et hors de la préoccupation prioritaire des institutions patentées de conservation du patrimoine.

Il convient de rappeler que la CGT, première centrale syndicale créée en 1895, a connu jusqu'aux lendemains de la fin de la guerre d'Algérie des descentes de police régulières à son siège national et en province en vue de saisies d'archives et que le seul mot d'ordre interne en vigueur alors était de ne pas conserver les dossiers importants. Dans le chapitre des séquestres, des pans entiers de son histoire de 1920 à 1940 sont revenus, il y a quelques temps seulement, de Moscou, fonds d'archives saisis en premier lieu par les Allemands en 1940 aux sièges parisiens de la CGT (rue Lafayette et rue de La Grange-aux-Belles) et ensuite prise de guerre soviétique. A cela s'ajoute le caractère même de l'activité militante qui ne permet pas bien souvent d'organiser au mieux les dossiers de travail des permanences syndicales. J'ai cependant remarqué que les archives du mouvement syndical connaissent les mêmes évolutions que celles des ministères et des administrations: un basculement très net aux alentours des années 1970 vers une déstructuration des dossiers, des pertes d'informations dues aux moyens de communication modernes, des habitudes perdues telles que la tenue de registres de procès-verbaux et de décisions. Qu'elles soient publiques ou privées, les archives aujourd'hui perdent rapidement de leur valeur d'usage pour ceux qui les génèrent, en raison du mode de vie accéléré des individus et des groupes, en raison de la rapide dépréciation des informations, en raison des ruptures de la chaîne générationnelle à l'usine, dans les bureaux, au syndicat, en raison de l'état de crise de la société. Plus que tout autre patrimoine, celui relevant du monde du travail contemporain est directement menacé aujourd'hui. On peut dire que dans tous ses aspects, il subit une véritable liquidation de biens: sites industriels démantelés, usines vouées à la casse, archives d'entreprises vendues par les syndicats-liquidateurs comme vieux papiers, sections syndicales dissoutes, comités d'entreprises disparus, classe ouvrière déracinée et "mise en congé de travail".

Il faut enfin évoquer justement les gestes de désespoir liés aux liquidations d'entreprise, telle ceux des fondeurs de Metaleurop Nord près de Lens, usine née en 1894 de la jonction du train de Séville à Lille permettant d'amener sur le bassin charbonnier du Nord le minerai de plomb de Pennaroya. La plus grande usine de plomb d'Europe, fermée en 2003, laisse un fonds d'archives d'un kilomètre et demi depuis les origines dans lequel des destructions sauvages ont eu lieu durant l'occupation ouvrière, mais qui quelques mois après est inscrit dans les préoccupations de l'association Chœurs de fondeurs si nous pouvons trouver une aide financière du côté du repreneur la société SITA, à défaut du syndic-liquidateur qui n'a jamais répondu aux sollicitations du CAMT, alors que les archives font partie des actifs de l'entreprise en cours de liquidation.

«Ta vie, c'est là où tu travailles. J'ai commencé à Metaleurop en 1966 comme maçon. C'était dur, mais les ingénieurs disaient que je devais rester au four parce que je travaillais bien. J'ai été fondeur pendant 35 ans, je suis tombé deux fois dans le coma à cause de la chaleur, parce que le métal en fusion sort à 1 500 degrés. Tu dois boire cinq ou six bouteilles d'eau par jour. On travaille une heure, on se repose une heure, on retravaille, et ainsi de suite. Mon garçon aussi, il a travaillé à Metaleurop; après l'accident en 1991, je lui ai dit de travailler ailleurs. Il y a eu onze morts dans cette explosion, c'est la colonne qui a explosé avec le zinc dedans, la pression, c'était comme une bombe. Je suis un simple ouvrier, mais je suis fier de ça, d'appartenir à la classe ouvrière et d'avoir fait un travail aussi dur. Quand t'es un ouvrier, on t'apprend tout de suite à te battre. Pour tout, il faut lutter.» Mustapha, 56 ans, 7 enfants, fondeur. Metaleurop, paroles ouvrières de Frédéric FAJARDIE.

Violence de la vie politique, violence de la vie militante, violence de la vie économique: ces réalités n'ont cependant pas fait disparaître les archives. Comme l'a montré Michel Dreyfus dans son Guide documentaire sur les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France au XIXe et XXe siècle paru en 1987, des gisements d'archives syndicales en nombre important sont sauvés, conservés et mis à disposition du public, à la fois par des organismes du service public et des détenteurs privés, dont au premier chef les centrales syndicales. Il y a très certainement encore des fonds syndicaux anciens à retrouver et surtout à traiter, mais je crois utile d'insister sur la fragilité des archives du temps présent: sommes-nous en mesure de suivre les mutations actuelles qui se précipitent, les recompositions syndicales, l'accélération des activités et leur démultiplication, le passage accéléré au travail des hommes et des femmes, les nouvelles formes de lutte?

Pour dresser un panorama à peu près complet, il convient aussi de parler d'un certain retard français en histoire économique et sociale. Ce n'est que vers les années 1950 que l'Université et les centres de recherche font accéder l'histoire ouvrière et sociale dans le champ des disciplines scientifiques. Les archivistes n'ont malheureusement pas précédé ce mouvement: les archives privées intéressantes à l'époque ne pouvaient être que celles de personnages importants tels que grandes familles, scientifiques de renom, hommes politiques, personnalités religieuses, érudits, enseignants. De surcroît, le poids du travail en direction des archives publiques a toujours été prioritaire et perdue pour l'ensemble du réseau des services publics d'archives. C'est en effet là la mission primordiale des archivistes du service public: personne ne peut intervenir à leur place pour organiser la conservation des archives des ministères, des préfectures, des conseils

régionaux et généraux, des mairies, des communautés d'agglomération et des établissements publics de toutes sortes. Néanmoins, le désintérêt pour les fonds d'archives privés des mutuelles, des syndicats, des militants, des événements sociaux en général, des réalités dans les marges des circuits institutionnels a été évident.

Lorsque Charles Braibant, directeur général des Archives de France, crée en 1949 le service des archives économiques, il se propose de rattraper le retard français dans le sauvetage des fonds des entreprises, dans lequel s'était lancée l'Allemagne dès 1905, la Suisse et les Pays-Bas avant 1914, les USA en 1925 et l'Angleterre en 1935. A cette époque, les Archives nationales comptaient seulement 2 fonds d'entreprises: la compagnie des chemins de fer de l'Est et la Compagnie générale transatlantique. Sans personnels spécialisés, sans crédits, sans locaux supplémentaires, le service fut organisé en liaison avec un service du microfilm, Charles Braibant ayant conscience que certains propriétaires privés ne se sépareraient pas de leur patrimoine documentaire et qu'il convenait de le dupliquer. Plus de 200 fonds d'entreprises ont été collectés de 1949 à 1994, date d'ouverture du Centre des Archives du Monde du Travail et 100 fonds d'archives sociales dont il n'est pas étonnant que le plus bel ensemble soit les archives du Comité central des Houillères de France, celles du Comité des Forges de France, celles du Comité central des Armateurs de France, celles de la Chambre syndicale de la Sidérurgie française et celles du CNPF, c'est-à-dire des fonds de syndicats patronaux. Quant aux fonds syndicaux, la liste commence justement de manière emblématique par un séquestre policier concernant des fonds de la CGT saisis rue de la Grange-aux-Belles et restitués ensuite en 1973 par les Archives nationales à cette Confédération. On observe donc que la collecte des archives syndicales s'amorce plutôt par le biais du monde économique et de l'entreprise. L'ouverture du CAMT en 1994 va permettre d'élargir l'action par des contacts plus directs avec les syndicalistes.

Le Centre des Archives du Monde du Travail, une structure unique en France et ses programmes de travail

Le véritable essor pour les Archives nationales date de l'ouverture du CAMT en 1994, un siècle après la légalisation du syndicalisme en France. Structure unique ne signifie pas évidemment que le Centre est d'essence supérieure, mais permet d'appuyer sur le fait qu'il est seul de son espèce pour l'ensemble du territoire français. En effet, le projet gouvernemental en 1981 était bien de constituer un réseau de 5 centres nationaux délocalisés en province et se partageant l'exagone en 5 grandes interrégions. Je pense encore aujourd'hui que c'était la bonne solution, car les fonds économiques et sociaux n'ont pas besoin d'être déracinés de leur territoire d'origine, surtout si l'on veut associer au travail de mémoire et d'histoire tous les acteurs, du plus éminent au plus modeste, en complétant d'une part les archives existantes par des archives créées sous forme d'enquêtes orales et en associant d'autre part de nouveaux utilisateurs pour nos salles de lectures.

Mais un seul Centre a ouvert, dans cette filature cédée à l'Etat par la ville de Roubaix pour un franc symbolique et réinterprété par le cabinet AREA – Alain SARFATI pour les besoins de l'archivistique. L'engagement d'ouvrir l'établissement avec 50 fonctionnaires n'a jamais été réalisé. Nous sommes 21 personnes, dont 7 archivistes. Nous avons collecté l'année dernière plus de 3 kilomètres, nous dépassons à cette heure les 4 kilomètres en 2004. 30 kilomètres

de rayonnages sont déjà pleins sur les 50 kilomètres totaux de magasins. Nous avons le plus lourd ratio archivistes/métrages de toutes les Archives nationales. Qu'avons-nous fait depuis 10 ans?

Concernant le syndicalisme, nous avons sauvé des fonds d'anciennes mutuelles et de coopératives de consommation de la région Nord-Pas-de-Calais, première expression de la solidarité ouvrière au XIXe siècle, mais aussi de l'union du patronat: par exemple, les coopérateurs de Flandre et d'Artois (1908-1986), l'Entraide de Lys-lez-Lannoy (1903-1963), la Mutuelle Saint-Germain (1872-1974), les Persévérants de l'école laïque (1928-1958).

Du côté des syndicats ouvriers confédérés, un ensemble remarquable a été constitué avec les archives personnelles de prêtres-ouvriers et prêtres insoumis que l'on retrouve dans la CGT: par exemple, Henri Barreau, René Besnard, Roger Breistroffer, Jean Breynaert, Henri Chartreux, Bernard Chauveau, Roger Deliat, Joseph Goutteborge, Bob Lathuraz, Jean-Marie Six, Jacques Vergonjeanne. Nous avons aussi collecté des fonds de la Jeunesse ouvrière chrétienne, en liaison avec des dépôts de la CFDT, tels que l'Union professionnelle CFDT de la chimie-Nord, l'Union régionale CFDT Hacuitex, l'Union régionale CFDT du Nord-Pas-de-Calais, l'Union départementale CFDT du Nord, l'Union locale CFDT de Valenciennes et celle de la vallée de la Lys et enfin le fonds remis en don par ses fils concernant Eugène Descamps, dirigeant de la Confédération française des travailleurs chrétiens, puis acteur de la déconfessionnalisation de la CFTC pour créer la CFDT en devenant son premier secrétaire général. Le classement et l'inventaire de ce fonds ont été réalisés l'année dernière. Nous programmerons sans doute son édition imprimée, le fonds étant très riche sur la question de la déconfessionnalisation et aussi l'ensemble des notes et cours donnés en fin de carrière à l'Université Paris-X Nanterre qui présentent une synthèse magistrale d'une vie militante.

Outre les prêtres-ouvriers, les fonds CGT concernent un militant du groupe AXA Patrick Le Claire, l'usine Massey de Marquette-lez-Lille où autour du fonds d'archives s'est constitué un travail de mémoire extraordinaire réalisé par la section syndicale des retraités, ce qui permet dans tous les défilés syndicaux que cette entreprise disparue, créée en France par les Canadiens en 1926 et fermée en 1986 après une lutte opiniâtre, figure sous la banderole: « les Massey toujours là » et le fonds de l'Union départementale CGT du Nord.

La seule centrale salariée ayant confié ses archives de niveau national est la Fédération de l'Education nationale pour la période 1944-1995 rassemblant les dossiers des secrétaires généraux successifs, les minutes des congrès et leurs enregistrements, la trésorerie, les dossiers des diverses branches d'activités. L'inventaire est en cours pour aboutir à une publication imprimée et illustrée, ainsi qu'un colloque en préparation avec le Centre d'Histoire sociale du XXe siècle et l'Université Paris 13 en 2005.

Enfin, les archives des syndicats patronaux demeurent sans doute au CAMT l'ensemble le plus exceptionnel. Outre les structures mentionnées tout à l'heure, on peut citer les compléments suivants: la caisse professionnelle de l'industrie meunière, la caisse professionnelle de l'industrie semoulière, le comité d'entente des syndicats patronaux de la région d'Armentières, le consortium de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing pour la période 1894-1987, la Fédération nationale de la Publicité, le syndicat des fabricants de toile d'Armentières, le syndicat des

meuniers à façon du Nord et du Pas-de-Calais, le syndicat des peigneurs de laine, le syndicat patronal textile d'Armentières, le syndicat patronal textile de Fourmies avec une série de cartons exceptionnels sur les semaines précédant la fusillade de Fourmies du 1er mai 1891, l'Union des entrepreneurs et artisans de plâtrerie de France, l'Union meunière du Nord, les unions patronales des régions d'Halluin, Comines et Wervicq.

Pour être totalement complet, il convient de relever le faible nombre de fonds d'archives de comités d'entreprises: quelques documents concernent la Compagnie générale française de tramways, Danone, la filature Kellermann et la régie nationale des usines Renault. L'ensemble le plus important concerne le comité d'entreprise de la SNECMA à Gennevilliers, rétrocédé par nos collègues des Archives départementales des Hauts-de-Seine et enrichi en 2002 par un nouveau dépôt du CE. A la liquidation des entreprises, ces fonds sont le plus souvent en déshérence: ils n'appartiennent en effet ni au patron, ni aux syndicats. Ils constituent une entité juridique indépendante et c'est au comité d'entreprise de prévoir la dévolution de ses biens. Quant aux syndicats-liquidateurs, ce n'est pas véritablement leur priorité puisqu'on a vu que les archives de l'entreprise elle-même n'étaient pas appréhendées comme une richesse culturelle patrimoniale. Seuls les dossiers financiers et de décision peuvent servir à dresser le bilan de l'entreprise. C'est pourquoi les archives conservées en attente dans les sociétés privées d'archivage travaillant pour le compte des syndicats-liquidateurs sont souvent des fonds dépareillés et morcelés, résultat d'une sélection strictement fonctionnelle et non historique.

Un travail neuf est à faire. Le CAMT est le seul lieu en France où, côte à côte, se retrouvent les fonds syndicaux des clans irréductibles: patrons et chefs d'entreprises d'une part, ouvriers et salariés d'autre part. Il me semble que nous n'avons pas encore commencé à les faire parler ensemble et non séparément, non seulement d'un point de vue d'historien, mais aussi de sociologue, d'économiste, de statisticien, d'ethnologue, de sémiologue, de philosophe, de juriste. Notre salle de lecture est ouverte à la pluralité des recherches et à l'interdisciplinarité. Il me paraît que nous pourrions ensemble passer à la vitesse supérieure. Depuis peu, le pôle des archives syndicales regroupé avec le pôle des archives d'association est réorganisé au CAMT avec Valérie Poinssotte, conservateur en chef. Une analyse plus détaillée des fonds syndicaux est en cours. Leur signalement sur notre site Internet est en cours d'actualisation. Il y aurait lieu de développer des programmes de recherches et de compléter les sources traditionnelles par des enquêtes orales qui auraient grand intérêt à être organisées avec la caméra pour livrer un témoignage tout à fait complet, lisible selon différents modes d'appréhension.

Nous centralisons ici 4 500 films et enregistrements sonores qui n'ont encore été exploités par personne. S'agissant du syndicalisme, je citerai les rushs non montés du film Denain, haut fourneau de la colère, la production audiovisuelle de la FEN allant des congrès nationaux aux réalisations documentaires et artistiques, des films de la CGT de l'usine Massey Ferguson, des films de l'Union départementale CGT du Pas-de-Calais, de l'Union régionale CFDT du Nord-Pas-de-Calais et ceux du comité d'entreprise SNECMA.

Comme l'indique Georgette Elgey dans son rapport au Conseil économique et social en janvier 2002, les archives orales sont d'autant plus précieuses et

urgentes à constituer quand elles s'adressent à des témoins appartenant à la population défavorisée, bien souvent totalement absente des archives.

Le CAMT a ouvert des pistes avec la mairie de Roubaix pour organiser en commun une régie audiovisuelle qui pourrait s'ouvrir dans l'immeuble de La Condition publique à côté. Un dossier est aussi à l'étude pour prévoir une capacité d'hébergement des étudiants venant travailler dans notre salle de lecture; nous songeons à mettre en place un prix dont la dotation sera des logements temporaires, prix Emmanuel Chadeau du nom d'un historien en économie de l'Université de Lille trop tôt disparu.

Les efforts communs restent à accomplir. Le retard français a eu deux conséquences heureuses, même si elles ne portent leurs fruits qu'aujourd'hui:

- la première, c'est l'idée d'une intervention nécessaire de l'Etat pour constituer la mémoire des activités privées de l'industrie et du commerce, des acteurs du travail et des acteurs associatifs. C'est la réponse donnée en 1981, ce qui ne veut pas dire que le CAMT a la capacité d'enranger toutes ces sources dans une centralisation qui n'aurait pas de sens. Il doit, et il va s'y employer plus fort les années à venir, tenir un rôle de chef de réseau à la fois avec le réseau public institutionnel d'archives mais avec les organismes privés de toutes sortes, sans oublier les services d'archives internes des entreprises et des syndicats. C'est une exception française par rapport à nos voisins européens et aux USA: je propose que nous en profitions pleinement et je compte préparer pour l'année prochaine si possible, et une fois par an ensuite, une réunion des représentants des services d'archives publics et privés des sources économiques et sociales françaises
- la deuxième conséquence, c'est justement l'idée d'une globalisation des sources, en faisant parler ensemble les fonds publics et les fonds privés du domaine économique et social. Les Archives nationales sont un premier niveau de centralisation avec les fonds du Premier Ministre, du Ministère de l'Industrie, du Ministère du Travail et ceux du CAMT; les Archives départementales et communales sont un deuxième niveau; toutes les institutions privées d'archives forment un troisième niveau. Le réseau public d'archives offre un champ d'action original en faisant se côtoyer les deux camps irréductibles: archives d'entreprises et de syndicats patronaux, archives de syndicats et de militants auxquelles s'ajoutent les archives des mouvements associatifs caritatifs et autres. Dans ce pays où les antagonismes de classe sont si fortement ancrés, tout ceci constitue un atout original quasi inespéré: vous trouverez ici la Banque Rothschild et le Crédit foncier de France, le CNPF, la CFDT, la CGT, la FEN, la JOC, mais aussi Emmaüs International, AC contre le chômage, les Restaurants du Cœur, le Secours populaire Français. Il n'y a pas de divorce entre les fonds, nous les traitons tous avec le même appétit et la même méthodologie, au nombre de nos modestes ressources humaines. En somme, nous avons tout le procès de production et tous les acteurs, jusqu'aux formes les plus contemporaines du système économique et de ses luttes. Les fonds d'archives privés économiques et sociaux se sont bel et bien hissés au niveau de fonds d'intérêt national à l'égal des fonds publics: d'ailleurs la loi sur les archives de 1979 prévoit bien qu'à la demande du propriétaire du fonds ou à la demande du Ministre de la Culture, un fonds peut être classé, ce terme devant être pris au sens juridique et signifiant que le fonds devient inaliénable et imprescriptible.

L'enjeu est-il gagné pour autant? Il me semble que non. L'histoire économique et sociale est pleine d'absents. L'archiviste est placé devant des traces mémorielles inégales: ceux qui travaillent dans l'ombre ne laissent rien d'autre que leur production, laquelle est vendue par un autre. Ce qu'on repère sur ces deux siècles, c'est finalement les produits, les équipements, les réalisations matérielles, la vente, le salaire, le profit donnant lieu à des dossiers techniques, des dossiers de décision, des dossiers d'organisation, des correspondances commerciales, de la comptabilité, des bilans financiers, des dossiers statutaires et, dans le meilleur des cas, des archives syndicales et de comités d'entreprises. Mais tout cela, c'est de l'institutionnel. Les archives directes du procès de production nous trompent car elles ne rendent compte que d'une partie du monde du travail. Sous les formes officielles, il faut aller chercher à la marge les acteurs non identifiés de la vie sociale: recueillir les expériences personnelles à échelle humaine, tout ce qui ne se trouve pas dans les archives, tout ce qui ne s'est jamais écrit, tout ce qui ne s'est sans doute jamais dit.

Si l'on adopte cette orientation très volontariste, on pose pour l'archiviste l'obligation de travailler au-delà de l'écrit sous toutes ses formes, chaîne d'ailleurs de plus en plus complexe du manuscrit jusqu'au fichier informatique. Il me semble que cette position est juste, car elle permet à l'archiviste une précieuse reconquête d'identité sociale pour des individus, des collectifs, des territoires. Il s'agit donc bien de retrouver une mémoire sociale enfouie, à ré-arrimer au discours social dominant, qui peut ainsi du même coup perdre l'unique évidence dont il se prétendait le porteur.

Il faut donc des archives industrielles et commerciales, mais il faut aussi recueillir les témoignages des industriels et chefs d'entreprises. Il faut donc des archives syndicales et associatives, mais il faut aussi recueillir les témoignages des syndicalistes, militants ou non militants. Il faut aussi recueillir la parole de ceux qui ne sont rien, au travail ou hors du travail, et se vivent comme tels. Il est grand temps pour les archivistes de s'attaquer aux trous de mémoire, spécialement bien installés au cœur de l'histoire des mouvements sociaux: nous rédigeons seulement aujourd'hui par exemple le bilan des sources archivistiques françaises de la Commune de Paris de 1871.

L'archiviste des sources économiques et sociales est donc avant tout un conservateur du temps présent. J'ai l'air d'énoncer des évidences peut-être, mais ce n'est pas gagné. Sans moyens, il est difficile de recueillir des archives immédiates: faut-il faire converger tout de suite au CAMT les archives non triées et non classées de Metaleurop Nord, alors que la Préfecture de région nous réclamera sans cesse les dossiers de production dont elle aura besoin pour contrôler la dépollution du site et que les salariés solliciteront leurs dossiers professionnels et médicaux, missions citoyennes évidentes qui prendront du temps et qui ne relèvent pas du travail direct des archivistes? Sommes-nous condamnés à être des intervenants décalés, encore englués dans la vieille idée fausse qu'il faut laisser passer du temps pour travailler objectivement sur les archives, sans être dérangés par les remous et les besoins de la société civile? Je pense que non et que le projet de grand centre des Archives nationales promis à Pierrefitte en Seine-Saint-Denis saura régler cette question de l'emprise de plus en plus grande des archives dans la vie contemporaine. Cet intérêt grandissant constitue une grande chance pour le sauvetage d'archives d'abord, à condition d'y inclure une bonne fois pour toutes la gestion du pré-archivage où la France est à la traîne,

permettant de tenir compte à la fois de la valeur d'usage du document et de sa valeur historique; une grande chance ensuite pour rencontrer suffisamment à temps les acteurs institutionnels et non institutionnels et contribuer à réaliser en équipe des enquêtes orales. Agissons avant que les archives partent dans les poubelles et que les témoins connus et inconnus disparaissent, c'est-à-dire imposons nos ambitions pour dire qu'il faut refonder complètement le travail archivistique en France, ce qui à mon sens passe par des programmes concertés sur le long terme entre Archives de l'Etat et des territorialités, Universités, CNRS, archives des organismes et fondations privés.

S'agissant des enquêtes orales qui n'ont absolument pas été relancées aux Archives de France malgré le rapport de Georgette Elgey de 2002 déposé sur le bureau du Premier Ministre, à l'appui des expériences que j'ai pu mener aux Archives départementales du Val-de-Marne, je pense nécessaire d'organiser des campagnes d'interviews avec la caméra, l'image de l'interviewé étant un autre discours complémentaire de la parole, en harmonie, en opposition, en complet décalage ou en incohérence. Il est possible d'installer des régies audiovisuelles où la caméra s'oublie parfaitement et, de toutes façons, les personnes les plus intimidées ne sont pas celles que l'on croit. L'origine sociale ne fait rien à l'affaire. Pour le CAMT, il serait évidemment nécessaire d'avoir les moyens de mener ces reportages en partenariat avec les universitaires et chercheurs, et également de garder trace des conversations que nous avons avec les donateurs et déposants des fonds au moment où nous les rencontrons et où ils vont se séparer, parfois avec déchirement, de leur patrimoine documentaire. Il faut donc créer des archives.

Enfin, il y a bien sûr les difficultés d'interprétation des documents qui rendent complexe la question des tris et éliminations. Le document informe-t-il de façon directe et absolue? La vérité sort-elle brute de l'archive? A l'évidence, non. Il faut passer du temps sur des masses parfois très considérables pour se risquer à éliminer quelque chose, sachant aussi que les archives du monde du travail ont souvent souffert de destructions sauvages dans leur vie active si je puis dire avant d'atteindre la salle de tri de l'archiviste. Pour donner un exemple concret, nous avons classé la collection du journal d'entreprise du chantier naval NORMED attestant de l'importance de cet outil de presse interne. On aurait pu s'en tenir à cette collection, en détruisant d'autres documents très répétitifs tels que les convocations du comité de rédaction. Mais nous avons pu observer qu'elles étaient adressées à de plus en plus de personnes, démontrant que le journal devenait un instrument-clef de la politique interne de la NORMED et qu'une fonction nouvelle de communication sur le lieu de travail avait émergé, dont ces archives des années 1970 nous livraient la preuve. Nous captions ainsi la naissance d'une fonction d'entreprise aujourd'hui bien connue, mais à cette époque-là totalement improvisée. Les archives sont dans un processus de production qui a conditionné leur création; elles ne parlent pas d'elles-mêmes. Il faut retrouver cette dynamique au moment du tri et du classement d'un fonds.

Autre prudence d'interprétation par ce second exemple: les dossiers de fabrication d'une imprimerie du Nord de la France sont composés d'échantillons d'impressions publicitaires. La collection est trop partielle pour pouvoir à partir de cela restituer l'histoire de l'entreprise. Mais ces archives nous donnent à lire autre chose d'imprévu: c'est sur plusieurs décennies une histoire des mentalités

dans le choix des thèmes publicitaires et le poids des références au colonialisme entre les deux guerres mondiales. Pour vanter la blancheur du drap amidonné, c'est la marque du nègre, image d'un contraste aujourd'hui brutalement raciste, image qui se répète pour toutes les marques d'amidon. Par rapport à la valeur primaire de ces archives, l'archiviste révèle, même en conservant un fonds incomplet, une valeur secondaire du document. La question permanente est donc de savoir s'il n'y aurait pas un sens qui aurait échappé.

Conclusion: des propositions d'action autour du patrimoine syndical
Sauver, classer, inventorier, mettre à disposition les fonds syndicaux où qu'ils soient conservés constitue l'action de base. Mais ce n'est pas tout. Une journée d'étude aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis en 2002 sur le patrimoine syndical montrait que ces fonds manquaient finalement de chercheurs. En effet, après beaucoup de travail nous livrons des inventaires d'archives dont nous avons été les premiers lecteurs; ces matériaux sont totalement mis à disposition, suivant autorisation des divers propriétaires. Avoir les autorisations de consultation et de reproduction ne posent généralement pas de problèmes. Force est de constater que ces matériaux sont largement sous-utilisés. Quand on sait que ces archives n'avaient aucune obligation légale d'être conservées et transmises à un service public d'archives (hormis les entreprises publiques telles Charbonnages de France), on peut mesurer la mobilisation que nous avons à faire tous ensemble pour que ces pans entiers d'une mémoire fragile soient exploités par toutes les sciences sociales. Le travail est une question au cœur du siècle qui vient de s'achever et de celui qui commence.

Dans le cadre du centenaire du Ministère du Travail en 2006, nous sommes avec les enseignants de l'Université de Lille et la Mission Histoire du Ministère du Travail à la recherche d'étudiants pour un projet d'étude subventionné par la Direction des Archives de France et qui s'intitule: l'Etat local et les autres acteurs locaux dans les relations du travail, région Nord-Pas-de-Calais, pour les années 1880 à 1980. Il s'agit de dresser d'abord un guide des archives, éparpillées et mal connues, de nature publique et de nature privée en partant des Archives départementales du Nord, des Archives départementales du Pas-de-Calais, du CAMT, des services d'archives communales, mais en élargissant ensuite à tout détenteur potentiel pouvant être concerné. Bien évidemment, les fonds syndicaux régionaux sont concernés. Il conviendra aussi d'arrêter la liste des acteurs pouvant être interviewés. Une indemnité de recherche mensuelle sera attribuée. Le programme doit démarrer avec plusieurs personnes du début octobre au 15 décembre, de telle sorte que l'année 2005 soit consacrée à l'étude des fonds repérés, sans omettre de préciser les fonds absents ou perdus, aspect trop peu traité jusqu'à maintenant dans nos approches archivistiques. Nous ne sommes pas sûr d'avoir si facilement des candidats de la région. Pourtant, le CAMT est à Roubaix et nulle part ailleurs et entretient des relations privilégiées de proximité avec l'Université de Lille.

Il faudra donc bien faire ensemble le bilan de ce qui intéresse les jeunes universitaires et chercheurs dans le cadre de cursus en perpétuel bouleversement et, en tous cas, les convaincre qu'il est impossible de faire l'impasse sur l'utilisation des archives économiques et sociales. Il nous faut livrer à présent des pistes de recherche plus plaisantes et moins compliquées par un guide de nos ressources qui surmonte le cloisonnement trop rigide des inventaires nécessairement séparés en fonction des provenances et des propriétaires, c'est-à-dire rendre

actif notre site Internet en indexant nos instruments de recherche afin de trouver les liens par thèmes, lieux, personnages, typologie documentaire, période historique.

Ne rien laisser de côté: tel est le principe qui anime les activités du CAMT. Le fonds du comité d'entreprise SNECMA, malgré son intérêt, est appauvri de l'absence, quelque part peu importe le lieu, du fonds de l'entreprise elle-même et des fonds des syndicats représentatifs de l'usine de Gennevilliers. Faut-il donc poursuivre la collecte en ordre dispersé en attrapant ce qu'on peut ou ne faudrait-il pas, avec l'aide des universitaires, des chercheurs, des centrales syndicales mener à bien des programmes plus complets en conjuguant les forces et donc mener des actions de protection du patrimoine économique et sociale ayant une portée plus décisive?

Je pense que nous avons là des séries de questions et d'autres à venir qui pourront alimenter des rencontres professionnelles annuelles très ouvertes à organiser au CAMT dès 2005.

Questions

Christine Coates (TUC Library Collections; London):

I wanted to ask about your liaison with trade unions. You mentioned the importance of your liaison-work with universities and researchers, and I wonder whether you have had close contacts with the trade-unions too. In the United Kingdom, the libraries and archives which are collecting labour history materials have produced guidelines for trade-union-organisations, for instance about the deposit of their archives. They also have given advice about document management of recent archives – what to keep from current materials. And I wondered whether you are also doing something like that.

I have a second question: what are you doing about the new digital archives of trade unions? Do you have a policy to collect these materials as well?

Françoise Bosman:

Non, le Centre des archives du monde du travail ne travaille pas directement avec les organisations syndicales. Nous avons elles un contact au moment où les fonds arrivent – et c'est un moment effectivement très important –, mais, en France, ainsi que les représentants de syndicats présents aujourd'hui pourraient vous l'expliquer, chacune des grandes centrales syndicales a choisi un mode de fonctionnement qui lui est tout à fait personnel. Les syndicats ne se ressemblent pas les uns les autres.

Par contre, il existe des tableaux de sélection des documents – avec cette précaution, cependant, qui fait qu'un tableau de tri ne se prend pas toujours directement au pied de la lettre; l'archiviste peut avoir son tableau sous les yeux, mais il ou elle doit garder son libre arbitre, et un œil acéré sur les sens ou les modes de lecture qui pourraient lui échapper. Quand l'archiviste a un document entre les mains, celui-ci a souvent plusieurs entrées possibles et l'archiviste n'est ni totalement sociologue, ni totalement historien, ni totalement ingénieur, etc., mais quelqu'un qui doit se tenir au croisement de toutes ces sciences humaines (ou même parfois de sciences dures, quand il s'agit de classer, par exemple, les archives concernant le creusement du canal de Suez...).

Pour ce qui concerne les nouveaux supports d'archives, et les archives électroniques, ma réponse est très simple: pour l'instant rien de tel n'est arrivé jusque chez nous, dans ce Centre. Par contre, nous avons désormais dans les fonds syndicaux beaucoup d'archives audiovisuelles, qui sont aussi un mode d'écriture dont nous devons apprendre à nous occuper, en protégeant les supports, en veillant à leur conservation à long terme, en les mettant sur les bons formats, etc. Dans les mois et les années qui viennent, la gestion de ces documents audiovisuels sera un poids financier important pour le CAMT.

Annie Kuhn-munch (Archives confédérales de la CFDT – Confédération française démocratique du travail -, Paris):

Je ne vais pas présenter les archives de la CFDT – ce n'est ni le lieu ni le moment –, mais par contre, je voudrais ajouter un petit mot à propos de la question des archives électroniques, ou numériques, et des nouveaux supports.

Par la force des choses, je dois dire que nous sommes aujourd'hui obligés d'y réfléchir, pour la bonne raison que certaines fédérations de la CFDT – je pense en particulier à notre Fédération santé – ont désormais l'intention de ne plus

produire de papier du tout... Nous sommes donc obligés de mener de toute urgence une réflexion sur ce sujet – réflexion qui, cependant, ne nous a pas encore menés à des conclusions définitives....

Olivier Kourchid (Centre d'Histoire sociale du XXe siècle, Paris):

Je souhaiterais demander à Mme Bosman de nous faire un peu le panorama des possibilités concernant les archives des acteurs sociaux liés à la question charbonnière.

Vous avez souligné l'intérêt de conserver si possible pas trop loin les unes des autres les archives, par exemple patronales, ou syndicales, de façon à pouvoir intégrer une démarche de recherche historique. C'est une question que je vous pose en n'étant plus aujourd'hui spécialiste de la question charbonnière, sur laquelle je ne suis pas revenu depuis longtemps, mais est-ce qu'on pourrait connaître, très rapidement, en quelques mots, l'implantation des archives actuelles de la question charbonnière (aussi bien Charbonnages de France que la Maison des mineurs ou le Centre historique minier de Lewarde par exemple). Je crois que cela pourrait intéresser nos collègues, qui, venant d'Europe, ont peut-être aussi des relations un peu privilégiées avec l'industrie charbonnière, qui a beaucoup marqué le territoire européen.

Françoise Bosman:

Les fonds charbonniers français sont déjà, en masse, des fonds extrêmement importants. Et la masse conditionne un peu le type de réponse qu'on a apporté pour leur conservation. D'abord, il a été décidé par la Direction des archives de France de faire en sorte que le CAMT recueille l'ensemble des archives du bassin Nord-Pas de Calais, ainsi que celles des échelons de décision nationaux de l'entreprise – un fonds qui est pour l'instant stocké à Rueil-Malmaison, en banlieue parisienne, et commence seulement à nous revenir.

Mais ma réponse doit être modulée. Car à terme, il y aura aussi, en Lorraine, un autre centre pour les archives des houillères de cette région. Quant aux mines du sud-est de la France – anciennes mines de Gardanne, mines de Tourves dans le Var, etc. –, il a été décidé que les fonds se répartiront dans les archives départementales. Et ce sera la même chose pour la partie sud-ouest: toutes les archives concernant les mines du sud de la France seront donc conservées de cette façon là, dans les archives départementales.

Pour ce qui concerne le Centre historique minier de Lewarde, et son Musée de la mine (cf. www.chm-lewarde.com), il s'agit d'une réalisation passionnante, qui montre cependant au fil du temps qu'elle n'a pas vraiment les moyens de faire un travail archivistique de longue haleine – avec en plus un gros handicap pour l'archiviste qui travaille là-bas: les fonds qu'elle a dans ses magasins sont assez hétéroclites (car au moment des fermetures, un ingénieur pouvait très bien venir apporter des documents, et un mineur d'autres, si bien qu'on a au final des fonds qui ne sont pas très bien constitués, si on regarde par exemple leurs provenances). Son travail est donc assez difficile, si bien qu'il a été décidé, avec la direction de Lewarde – cette décision est maintenant actée, transparente, claire et sans problèmes –, que nous allions prendre leurs fonds pour les remettre à leur bonne place parmi les fonds que nous avons ici (parce que pour nous ce sont des trous dans les collections que nous conservons), et, en échange, leur restituer l'ensemble de nos archives concernant leur puit, la fosse Delloye. En effet, il nous a paru judicieux qu'ils conservent sur place l'ensemble des archives qui les

intéressent directement, et qu'ils nous redonnent leurs documents épars qui reprendront une meilleure santé, et parleront d'autant mieux, une fois réintégrés, si on le peut, dans les ensembles archivistiques dont ils avaient été arrachés – dans un souci évidemment de bonne protection, mais les bons sentiments de bonne protection conduisent parfois à des décisions un peu trop rapides, qui ne donnent pas toujours de merveilleux résultats archivistiques.

Enfin, je terminerai en vous disant qu'en octobre prochain, plusieurs acteurs - la Région, qui travaille beaucoup pour que le bassin Nord-pas de Calais soit classé par l'UNESCO patrimoine de l'humanité, le Conseil régional, le Directeur régional des affaires culturelles, les animateurs du musée de Lewarde et nous, le CAMT - proposeront ensemble un programme dans le cadre des "célébrations nationales" 2005. Ces listes d'anniversaires sont placées auprès de la Direction des archives de France, et peuvent drainer une quote-part financière séparée: si nous proposons un beau projet, nous pourrions peut-être dégager des moyens pour faire quelque chose d'intelligent tous ensemble, qui ne soit pas la seule juxtaposition de projets adoptés auparavant de ci de là. Ce sera en 2006 le centième anniversaire de la catastrophe minière de Courrière (où plus de 1000 mineurs trouvèrent la mort à la suite d'un coup de grisou): le souvenir de cet épisode sera englobé dans une sorte de célébration de l'essor des pouvoirs publics en matière sociale, puisque cette époque correspond aussi à l'émergence du ministère du travail. Evidemment, le ministère de la culture ne voulait pas uniquement célébrer un événement dramatique, même s'il a engendré ensuite des choses intéressantes en matière de protection sociale et de perfectionnement technique. En le groupant avec le centenaire du ministère du travail, il est sans doute possible de montrer comment ce début de siècle en partie effroyable a pu faire émerger aussi quelque chose d'intéressant. Dès que nous aurons un projet bien défini, nous ferons très certainement appel à la communauté universitaire et aux chercheurs.

Dernière chose, quand même. Il y avait aussi un fonds qui ne correspondait pas aux diverses régions minières, mais qui avait toujours été centralisé: ce sont les archives médicales (et vous imaginez leur intérêt quand il s'agit des métiers de la mine). Il s'agit d'un fonds globalisé, unique, qui était placé sous la responsabilité de la direction des Charbonnages de France – qui, juridiquement, n'existera plus à partir de 2007. Ce sont des archives qui vont encore être utilisées couramment pendant un certain temps, pour des besoins immédiats (maladies professionnelles, liquidations de droits, études par le corps médical, etc.): leur conservation est donc compliquée. On nous a demandé si nous les voulions, et nous avons accepté. Cela représente 3 kilomètres... Concrètement, si nous les prenons, cela signifiera la fin des grandes aventures archivistiques du CAMT, si on ne dégage pas ici dans la maison d'autres kilométrages de magasin... Certes, dans le cadre du nouveau grand centre des archives en Seine-Saint-Denis, nos archives d'architecture vont être rétrocédées, afin d'être plus proches de la région parisienne et du milieu des architectes, mais je ne suis pas sûre que ce transfert dégage suffisamment de place... Et donc, effectivement, les magasins du CAMT se remplissent, très vite. J'ai demandé au maire de Roubaix s'il n'y avait pas dans la ville une friche industrielle qui permettrait d'engranger 20 kilomètres d'archives, mais vous imaginez sa réaction quand je lui ai donné le chiffre... Ce dossier reste donc pour l'instant en suspens...

Projects presentations part 2

Members' projects

Yves Tomic (BDIC, Paris): Le site Internet de la BDIC, Cf. <http://www.bdic.fr>

Bonjour à toutes et tous. Je vais vous présenter que très rapidement le site Internet de la BDIC, et les projets qui lui sont liés. Comme dans toutes les institutions de notre genre, notre site a d'abord pour but de faciliter l'accès à nos collections. Il offre donc un accès direct à nos catalogues en ligne. Nous nous efforçons cependant d'offrir aussi aux internautes et aux chercheurs qui consultent notre site des éclairages complémentaires, avec en particulier de nombreuses informations sur la recherche en histoire contemporaine. Nous avons ainsi créé une rubrique intitulée "Actualité de la recherche en histoire contemporaine", à partir de laquelle on peut accéder à de nombreuses informations concernant par exemples des réunions, des séminaires, des colloques ou des expositions, organisés à la BDIC ou ailleurs. Il est possible de s'abonner pour un travail automatique de veille: si par exemple vous vous intéressez au sujet du colonialisme, il vous est possible d'enregistrer un certain nombre de mots clés (colonialisme, colonies, etc.), et vous recevrez ensuite un message d'alerte chaque fois qu'un nouveau message d'information comprenant les mots clés que vous aurez choisis sera enregistré dans la rubrique.

A l'heure actuelle, la BDIC dispose de deux catalogues accessibles en ligne: son catalogue principal, qui comprend les notices des documents en caractères latins (soit environ 300000 notices, concernant des ouvrages, des périodiques, des archives et des documents audiovisuels postérieurs à 1970; l'essentiel des documents édités avant 1970 figurent encore dans nos catalogues manuels alphabétique et systématique), et, d'autre part, sa base informatique de documents (monographies et périodiques) en caractères cyrilliques, qui contient surtout pour l'instant des références d'ouvrages en russe et en bulgare, mais aussi quelques notices de titres en biélorusse ou en ukrainien. Cette seconde base informatique a seulement été mise en ligne cette année, en 2004, et c'est pour cette raison que je vais prendre un peu plus de temps pour la présenter. Il est possible d'y faire des recherches en français, puisque l'indexation des documents est faite en français, mais on peut également, grâce à un système de double clic en ligne, accéder à un clavier cyrillique virtuel, qui permet alors à tout le monde de faire des recherches directement en cyrillique. Nous sommes en France le seul établissement à avoir ce type de catalogue en ligne ne comprenant que des données en caractères non latins; lorsqu'on affiche une notice, elle apparaît entièrement en cyrillique. Pour l'instant, cette base ne contient qu'un peu moins de 10000 notices: elle est cependant très récente, et sera maintenant enrichie très vite, puisque tous nos nouvelles acquisitions en caractères cyrilliques y seront désormais directement cataloguées.

Il sera bientôt possible d'accéder aussi, à partir de notre site, à une troisième sorte de base de données: notre système de gestion électronique de documents, que pour l'instant nous testons encore, et qui n'est donc pas encore librement consultable. Cette base concernera principalement les documents électroniques et les documents iconographiques: il faut rappeler ici que notre bibliothèque dispose, avec son Musée d'histoire contemporaine, d'une très riche section iconographique, pour laquelle nous ne disposons pas, jusqu'à présent, de catalogue en ligne. Cette troisième base sera accessible sur notre site d'ici quelques mois: les

lecteurs y trouveront à la fois des reproductions numérisées d'affiches, de photographies, de cartes postales, d'objets. Notre objectif principal, ensuite, sera de rendre interrogeables ces trois bases dont je viens de vous parler à partir d'une seule interface (pour l'instant, on ne peut les interroger que de façon séparée). Nous espérons parvenir à ce résultat d'ici un an ou deux. A partir du moment où un tel "portail documentaire" existera, il nous sera encore possible d'ajouter d'autres bases de données: on retrouve ici quelque chose qui ressemble au projet Labour History Index de l'IALHI; à partir du moment où on dispose de la technologie nécessaire, il suffit de connaître les paramètres de différents catalogues pour, si on le souhaite, facilement les associer (lorsque par exemple on estime qu'ils ont une proximité thématique suffisante). Au niveau français, existe par exemple le Système universitaire de documentation (SUDOC, accessible via le site de l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieure, www.abes.fr), catalogue collectif de toutes les bibliothèques universitaires, qui regroupe donc les catalogues de plus d'une centaine d'établissements: avec ses 10 millions de notices, c'est aujourd'hui la principale base bibliographique française. On tend aujourd'hui vers la constitution de pan-catalogues de ce type: c'est ce que nous allons essayer de faire à notre échelle, comme l'IALHI à la sienne. Pour nous, deux questions se posent: il nous faut d'abord acquérir la technologie nécessaire à la mise en place de ce type de projets, et trouver aussi les moyens financiers de leur réalisation.

Une fois ces programmes terminés, ils devraient nous permettre de nous ouvrir un peu plus facilement vers l'extérieur, et nous ne nous priverons pas, alors, de faire profiter nos différents partenaires, français ou étrangers, de nouveaux outils.

Les ressources archivistiques de la CISL pour l'histoire sociale de l'Italie

Ivo Ulisse Camerini (Archivio Storico Nazionale della CISL, Rome)
<http://online.cisl.it/arc.storico/>

Ces dernières années, nous avons beaucoup travaillé pour développer nos ressources informatiques. Ainsi avons-nous créé, par exemple, une exposition virtuelle sur les affiches syndicales en Italie: 2000 affiches de la CISL ont ainsi été numérisées, couvrant la période 1950-2000.

Mais je voudrais d'abord vous parler aujourd'hui, très rapidement, de notre projet intitulé "Mémoires de Bruno Storti" – Bruno Storti était un syndicaliste qui a beaucoup marqué l'histoire de notre pays, puisqu'il a été l'un des fondateurs de la CISL, avant d'en être ensuite le secrétaire général de 1958 jusqu'en 1977. Ont ainsi été placés en ligne sur notre site une petite exposition virtuelle (comprenant environ 120 photos de la vie syndicale de Bruno Storti et des luttes syndicales en Italie), une biographie politique et militante de Bruno Storti (avec entre autres le témoignage de Giovanni Avonto, notre collègue ici présent, le président de la Fondation Vera Nocenti), les mémoires de Nicola di Napoli (ancien résistant contre le fascisme et syndicaliste, qui fut l'assistant de Bruno Storti) et une série d'entretiens avec des dirigeants syndicaux italiens – comme par exemple Savino Pezzotta, l'actuel secrétaire de la CISL – qui l'ont connu et côtoyé (cf. la partie "Memoria Online" de notre site).

Tous ces travaux, qui existent sur CD-ROM, seront aussi publiés, sous forme imprimée, en octobre prochain. Quant à l'ensemble de notre site Internet, vous pouvez d'abord y trouver l'inventaire de l'ensemble des circulaires de la CISL publiées entre 1950 et 1995 (après cette date, ces circulaires sont directement archivées sous forme électronique). A la suite d'un travail d'histoire orale, nous avons aussi mis en ligne, dans une rubrique intitulée "Cislini e cislina" [CISL-iens et CISLIennes], des transcriptions d'interviews de militants de la CISL (avec un intérêt particulier pour l'histoire des militantes femmes de la CISL).

Au mois de mai, nous avons organisé, avec la Fondation Vera Nocentini et la Fondation Pastore, une conférence dans une des universités de Rome afin d'établir ensemble un guide de l'ensemble des ressources archivistiques sur la CISL en Italie. Vous pouvez trouver des informations sur ce projet sur le site de la Fondation Nocentini, à l'adresse: <http://www.arpnet.it/veranoce/index.html>

The Union Makes Us Strong: TUC History Online

Christine Coates (TUC Library Collections; London): Cf.

<http://www.unionhistory.info>

I already did talk a little bit about our website in development when we were at the annual conference last year in Dublin. But the website was completed this year in February, so I would like to tell you about it again! There are a few extra things, and I would like also to remind you about it. And I do apologise if some people have already heard what I have said before. This website is a partnership project between the London Metropolitan University and the Trades Union Congress (TUC). It's funded through a grant by the New Opportunities Fund (now the Big Lottery Fund), a government fund which supports lifelong learning or adult and continuing education. Our priorities in constructing this website were to enhance and to improve access to archives for people who would not normally come into contact with such documents. So we are going beyond academic researchers and producing documents for trade-unionists, for the general public, for school children as well as this huge group of people who are studying in their adulthood.

The reason we set up the site was that there were very few online sites relating to trade-union history, and where there was material on the web about this history, it tends to be very scattered on lots of very general history sites. So we thought that by bringing them together, we could tell the story and produce some archives for public consumption. We received £186,000 from the New Opportunities Fund - this is all public money-, and we found another £15,000 from the TUC, the University and charitable trusts. The project took 2 years, and, as I said, we finished it this February. We had a team of 3 - that is myself and two project staff. But we had a lot of support from the Information Technology teams within the London Metropolitan University, which I'm very grateful for. We bought our own server to support the site, but we do use the University's media-server to provide access to the audiovisual elements on the site.

We now have an average number of visits to the site of 5000 per month (we do not count hits on individual pages), which is not maybe in the league of some of the other sites around, but I'm really quite pleased with that. People are staying on the site about 8 or 9 minutes on average, so they are really going into it, and getting a lot of information. We have tested the site on various TUC and trade-union education courses, and also on courses organised by the Workers' Educational Association, to ensure that it is easy to use. So it is a very basic site, and it is quite simple to navigate around.

Now we have two future projects in mind. Last year in Dublin, I talked about two projects that I wanted to do: one was a project on material collected by trade-union delegations to Russia, from 1917 to 1926; and the other project was about workers' education. But I could not get money for either of those... So we are doing two other ones.

The one we are working on at the moment - because there has been a government fund set up to celebrate the end of the second World War, and there would be money available from January for that - is about the expansion of the section of the site which relates to the second

World War. We are going to do something on the ‘‘home-front’’ (the situation of workers in factories, the situation of women at work in factories, or women at home, the issues about nursery campaigns, welfare benefits, strikes, the role of the Communist Party, etc.) and we are going to expand that section, that particular part of the timeline.

The other project for which I made a bid for government funding is called ‘‘The Black trade-unionists’ oral history project’’. This project involves several University staff and we will recruit teams – I hope, if we get enough money – from various Black and Indian organisations in Britain to record oral memories of workers who have come to our country from 1945 to 1980 (their memories of home, but also their experiences at work in Great Britain after they arrived). We will post both audio excerpts and full text versions of those interviews on the Web. We will also be collecting items relating to their personal experiences, and put them up on the Web too. That will be a all new package to add to the packages that we already have on our website.

If I’ve got time, I could just tell you few things about our site. If you are a fan of Tony Benn - I don’t know if you know him, but, he is a member of the Labour Party; he was a Cabinet minister in the Wilson and Callaghan Governments from 1964 to 1979 and retired from the House of Commons in May 2001 after fifty years in Parliament . Tony Benn came to launch the site in February, you can go to the site and click on the front page, and you will see him speaking at our opening – and it is a really very interesting speech, as he is an entertaining speaker.

At the spine of the site, there is a timeline:

<http://www.unionhistory.info/timeline/timeline.php>

You can choose the period that you are interested in, and you have the same set-up for each of the sections of the timeline. In the centre of the package, you have a text which is written by an academic from the University. Last year we had a difficult time selecting images for the site – we had a committee which was a disaster, because there were three or four academics arguing about what should go in; so we only had four meetings, and then the librarians chose! The texts are written by various academics, but we had some trouble persuading them to keep the language easy to read and jargon-free. On the left hand side are links to related websites, and on the right hand side, there is a button which will give you a range of images to illustrate the selected time zone. There 625 images on the timeline. If you click on the text beneath an image, you get little bit of a description of the document; if you want to blow up the image, you just have to click, and it should be a legible version for printing off.

The second package on the site is ‘‘The General strike of 1926’’.
(<http://www.unionhistory.info/generalstrike/index.php>)

On the left hand side, there is a list of Learning Journeys to open up the archives. There are 2000 archival documents in this package, each with an image and descriptive caption.

The next package is about “The Match Workers Strike” of 1888.

(<http://www.unionhistory.info/matchworkers/matchworkers.php>)

This is probably the only piece of trade-union history that every British school-child learns about. These were very young women – 14 or 15 years old – who went on strike in a match factory in East London. We have the Strike Register digitised online with all the names of the strikers – which can be very useful for family historians – , their addresses, their age, their marital status, the wages they were earning in the last week before the strike, and where they were living (if they had to pay a rent or if they were living with their parents, etc.). Again, there is also a package of images related to this strike – for example, you have photos of the strike committee, that are quite interesting, because if you like at the faces of these young women, they are quite a tough bunch of teenagers...

The next package is a manuscript of an iconic working class novel by Robert Tressell and called ‘The Ragged Trousered Philanthropists’. This novel is still listed in the 100 favourite books of the country – which is amazing. It has sold millions of copies, and just two or three weeks ago, there was a huge debate in *The Guardian*, one of our daily national newspapers, about this book. We have the manuscript of the novel in the library, and we have digitised all of it, in order than you can browse it. The manuscript quite clearly shows that the handwriting is the same person’s most of the way through, although it is heavily edited by other people. That is actually the most popular package on the website; it has a huge fan-club from all around the world:

<http://www.unionhistory.info/ragged/ragged.php>

The last package on the site holds the digested versions of the TUC’s annual reports from 1868 to 1968. 18000 fully searchable images

The whole site is fully searchable by keywords, date, format, etc.

Khanya College Working Class History Programme

Lebogang Mashile (Khanya College, Johannesburg)

Cf. <http://www.khanyacollege.org.za/WorkClassHisPrgpersp.html>

I am going to present our program called “The Khanya College Working Class History Program”, which offers courses in political and economical history of the working-class to various trade-unions and social movements, and also includes workshops and publications on South African working-class history.

This program is part of our commitment to promoting a broader knowledge and understanding of the history of the working class movement in South Africa and internationally. Khanya College has recently developed a partnership with the Workers Library and Museum (WLM, in Johannesburg) and with the Labour Research Service (LRS). The aim of the partnership with the WLM is to build upon the library and museum so that it can serve as an educational tool and monument to the working class movement in South Africa and internationally. The cooperation with the LRS, a labour support organisation based in Cape Town, is on a labour history website: <http://www.labourhistory.org.za>

The trade union, student and community-based movement that emerged in the late 1960s and the early 1970s played a critical role in the struggle for political, social and economic change in South Africa. Although a number of publications have been written about the history of the mass working class movement, there are large areas of this history that remain to be captured. The rise of the new social movements since the end of the 1990s has provided additional reasons for this history to be written and debated. The aims of the research project are to:

- promote knowledge and understanding of the history of the working class movement, and of the trade unions in particular,
- assist in building the present working class movement through popularisation of its history,
- promote solidarity with other working class movements in other parts of the world through sharing experiences of the South African working class,
- create a resource for further research into the history of the working class movement in South Africa,
- promote critical debate into strategic challenges facing the working class movement in the present era of globalisation by providing a context in which the strategic choices made by the workers' movement in the past can be debated,
- utilise historical enquiry as an aide in the search for alternative social, economic and political systems to the present neoliberal social order.

Together with partner organisations, Khanya College will engage in following programme activities:

- research and the development of research resources,
- popular publications, including print publications, on-line publications, audio and audio-visual products,
- educational workshops on the history of the working class movement,
- conferences on the history of the working class,
- seminars on working class history,
- development and operation on a Museum of S A working class history,
- a collection of books, pamphlets, and other publications on the history of the working class,
- a website on the history of the working class in South Africa

Although the programme will look at all aspects of the working class movement in South Africa, and at all periods of this history, the initial phases of the program will focus on the 1970s, 1980s and 1990s. The program will emphasise the place of the trade union movement in the history of this period, and will focus on eight themes. These are:

Hidden forms of resistance on the eve of the 1973 Durban Strikes

This theme will look at strikes and other forms of resistance by workers in the context of the repression of the 1960s.

Durban Strikes of 1973

The research will look at the processes that led to the strikes in Durban, why the strike broke out at the time they did, and why they broke out in Durban and not in another city in South Africa. The process of the unfolding of this strike wave will also be researched.

The role of intellectuals in the early years of the labour movement

In many cases intellectuals based at universities and at other institutions played an important role in the rise and the consolidation of the democratic labour movement. This role, and the forms it took, will be researched and documented.

International Solidarity in the early years of the democratic labour movement

This theme will focus on the role of international solidarity in the consolidation of the new labour movement. The role of broad anti-apartheid solidarity, as well as solidarity specifically aimed at supporting the emerging labour movement will be researched.

Gender and women in trade unions

The role of women workers and activists in the development of the South African labour movement will be researched and documented.

The democratic trade unions and community organisations

From early on the new trade unions had to define their role in struggles beyond the shopfloor, and therefore their relationship with community and student organisations in the various townships in South Africa. Under this research theme this relationship will be researched and documented.

Forms of union organisation in the formative years

The present predominant form of organisation of the trade unions in South Africa is that of national industrial unions. This form, however, had to contest for hegemony with other forms of organisations like general unions, or the so-called "community-based unions". This theme will research the various forms of union organisation in the formative years, and document the experience of the union movement with regards to organisational forms.

Trade unions and politics in the formative years

Given the context of apartheid in South Africa, the new trade unions had to define their relationship to the political landscape in South Africa. This included defining their role in the broader anti-apartheid struggle, and their relationships with various political organisations. In this theme of the research project we will document the debates within the movement about the role of the trade unions in the broader anti-apartheid struggle.

Le mouvement ouvrier dans les ressources électroniques thématiques de la bibliothèque de la Fondation Friedrich Ebert

*Jacques Paparo (Bibliothèque de la Friedrich Ebert Stiftung, Bonn) Cf.
<http://library.fes.de/library/html>*

En guise d'introduction, je voudrais remonter dans le temps pour ce que je pourrais appeler une sorte de mise au point didactique. Quand en 1751 les Encyclopédistes, autour de Diderot, commencèrent leur travail visant à couvrir systématiquement l'intégrité du savoir mondial de l'époque, ils déclenchèrent une vague d'enthousiasme. Mais l'Encyclopédie n'en fut pas moins une déroute financière. Trente ans plus tard, en 1782, munis de ciseaux et de colle, l'éditeur Charles Panckoucke et ses collaborateurs dépecèrent l'Encyclopédie originale pour en fabriquer une méthodique; l'opinion de la communauté scientifique ne fut pas très flatteuse, mais cette opération de séparation des sciences pour publier des volumes thématiques connut cependant un joli succès commercial.

Nous étions portés par le même enthousiasme face aux possibilités de l'Internet, mais avec sa croissance démesurée et incontrôlable, le besoin de trouver des informations thématiques ne fait désormais que grandir. Pour satisfaire à ses besoins, la bibliothèque de la Fondation Friedrich Ebert travaille donc aujourd'hui sur un produit nouveau: ce sont nos collections thématiques d'histoire et de politique.

Dans ces collections, nous présentons des documents et des publications numérisés, principalement sous format PDF, et relevant du domaine de la politique, de l'histoire sociale ou de la sociologie. Ces documents sont accompagnés par une série des liens vers des sites Internet extérieurs.

La variété du public concerné – scolaires (dont on suit les programmes) et universitaires d'un côté, adultes en formation continue de l'autre – implique une certaine flexibilité dans le choix des thèmes et des publications à numériser. L'Allemagne connaît au niveau des bibliothèques et des centres de documentation le même fédéralisme qu'au niveau politique, mais la Fondation allemande de recherche (DFG, Deutsche Forschungsgemeinschaft) soutient financièrement les projets d'importance nationale. Notre collection thématique a été reconnue comme un projet de ce type, car elle met en ligne des textes numérisés rendus librement accessibles, et contribue de la sorte à la création d'un réseau virtuel qui pourrait correspondre, d'une certaine manière, à Gallica, la bibliothèque numérique en ligne de la Bibliothèque nationale de France.

Le texte numérisé constitue le noyau de chaque unité thématique. La sélection des textes est effectuée à partir des publications disponibles dans la bibliothèque; dans certains cas, ceci peut donc être l'occasion de compléter nos collections, si elles présentent des lacunes. Naturellement, il est important de s'assurer les droits de numérisation des documents concernés, en respectant les droits d'auteurs en vigueur. D'autres publications qui sont proposées par d'autres organisations, mais qui correspondent au thème donné, peuvent être sélectionnées, et sont alors associées par le biais d'un lien hypertexte. Des textes explicatifs, des informations complémentaires, des liens vers des sites importants accompagnent le tout. Avec cette collection thématique, la bibliothèque de la Fondation participe à la bibliothèque virtuelle "Sciences sociales": un serveur central et un logiciel spécifique sont gérés par le Centre d'information sur les sciences sociales de

Bonn. Dans ce cas, il s'agit d'une véritable base de données, dont chacun des éléments est décrit par des métadonnées normées. La bibliothèque effectue donc un travail intellectuel de tri, et libère les utilisateurs du service des contraintes spatiales en offrant des publications numérisées organisées autour de thèmes socio-politiques, historiques ou concernant l'actualité. Effet synergétique de ce travail, mené main dans la main avec des enseignants: l'intensification de l'usage des bibliothèques en général, et de la nôtre en particulier. De la sorte, nous espérons aussi accroître l'importance de notre travail au delà de notre seule région.

Nous pensons que dans le futur nous aurons de plus en plus de publications numérisées, qu'il faudra travailler à acquérir et présenter. En ce qui concerne le travail en diachronie, il est sans doute préférable de numériser sélectivement autour d'un thème donné, c'est-à-dire de créer des dossiers à la suite d'un tri intellectuel. Si l'on considère un thème particulier, une partie des documents seront ainsi disponibles en ligne, et pourront servir de stimulant pour inciter à venir découvrir les autres ressources présentes dans la bibliothèque, qui est et restera un lieu d'éducation.

Les activités du CODHOS, Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale <http://www.codhos.asso.fr/>

Frédéric Cépède (CODHOS, France)

Archiviste à l'OURS-Office universitaire de recherche socialiste, je m'exprime dans ce congrès comme le porte-parole d'un collectif mis en place il y a maintenant trois ans, et qui regroupe désormais trente institutions, que malheureusement, et je m'en excuse par avance, il me sera impossible de vous présenter toute aujourd'hui.

Le CODHOS, dont les membres de l'IALHI ont déjà entendu parler plusieurs fois, reste sans doute pour beaucoup des collègues étrangers quelque chose de mystérieux. Cependant, il est en partie le reflet de la situation de l'histoire politique, sociale et syndicale française, et donc de l'histoire des archives dans notre pays, que Françoise Bosman a rappelé ce matin dans son exposé. C'est à l'occasion d'un des congrès de l'IALHI que l'idée est venue à quelques uns des membres français de l'association d'essayer de regrouper, à l'échelle hexagonale, tous les centres travaillant sur les archives du mouvement ouvrier – centres que Michel Dreyfus avait déjà recensés dans les années 1980 pour son Guide documentaire des sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France.

Le CODHOS est né en 2001, avec une quinzaine d'institutions membres au départ, représentatives de la diversité des acteurs des archives en France. Il a d'emblée regroupé des structures de natures très différentes: associations (comme l'OURS), fondations politiques (comme la Fondation Jean Jaurès qui travaille sur les archives du parti socialiste), centres de recherche liés à des universités (comme le CHS du XXe siècle), quelques centres d'archives institutionnels (comme la BDIC, partenaire incontournable, ou les Archives nationales, avec le CHAN-Centre historique des archives nationales et le CAMT de Roubaix), des centres d'archives du monde syndical (archives de la CFDT, de la CFTC, de la CGT ou de FO), des structures nées de projets militants (comme le CERMTRI-Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux ou la Libre Pensée), d'initiatives locales (l'ADIAMOS-Maison des Syndicats et de la Mémoire Ouvrière à Dijon, ou La Fraternelle, qui a une histoire plus longue, à Saint-Claude dans le Jura) ou liées à une histoire locale – comme le CHT-Centre d'histoire du travail de Nantes.

Le besoin de se retrouver à l'intérieur d'un collectif était une réponse à la dispersion des archives ouvrières et sociales en France, et à la variété des acteurs qui travaillent sur cette histoire. Au sein du CODHOS se côtoient ainsi des centres qui fonctionnent avec un ou deux salariés, ou même un ou deux bénévoles, et d'autres qui sont de très grandes structures, réunis dans le but d'abord d'échanger des informations – car tous ces acteurs disposent d'archives, et personne ne sait jamais vraiment qui possède quoi, où se trouvent les choses. Il a donc paru nécessaire, à un moment donné, de travailler au regroupement de tout ce savoir et de toutes ces expériences, pour pouvoir enfin avancer sur des projets communs et diffuser une information commune, indispensable, en France, pour mieux nous connaître, mais aussi à destination de l'ensemble des chercheurs, français ou étrangers.

Le premier travail du CODHOS a été de définir des projets de travail communs pour ces différents acteurs: la réalisation d'un inventaire des congrès du

mouvement ouvrier français sur la période de 1870 à 1940 a été le premier projet fédérateur. Dans ce cadre, nous avons essayé d'exhumer toutes les sources imprimées qui nous permettent aujourd'hui de retracer l'histoire des congrès ouvriers, documents éparpillées dans un grand nombre d'institutions. Ce premier travail terminé, le CODHOS a ensuite mis en place une commission chargée de réfléchir à un travail complémentaire sur les congrès fédéraux, qu'il s'agisse de fédérations de partis ou de syndicats. Un autre groupe du CODHOS travaille au développement d'une base recensant les archives de militants, et un troisième s'est chargé de la préparation de l'exposition Le monde ouvrier s'affiche, qui vous a été présentée tout à l'heure.

Pour résumer, le CODHOS travaille donc autour de thèmes fédérateurs, qui permettent de diffuser l'information entre nous sur nos fonds et nos ressources archivistiques et documentaires, et contribuent aussi à populariser les richesses de chacun des centres. Ce sont là aussi les limites de notre organisation: nous sommes un collectif qui n'a pas d'autres moyens que ceux que ses membres sont prêts à lui offrir, à un moment donné, sur un projet donné – à l'intérieur de chaque commission de travail, chacun s'investit ainsi en fonction du temps et des moyens dont il dispose.

Il serait trop long de vous détailler les activités de chacune des commissions. Je vais donc simplement vous parler de notre base des congrès du monde ouvrier, et vous montrer à partir de cet exemple quels prolongements peuvent avoir les initiatives que nous lançons.

Après avoir publié le résultat de nos recherches dans un ouvrage paru en 2002 intitulé Congrès du monde ouvrier France, 1870-1940. Guide des sources, nous avons présenté notre travail à des représentants de la Bibliothèque nationale de France (BnF). Deux conservateurs ont ensuite pris contact avec nous, intéressés par la variété et la richesse des documents que nous avons exhumés. L'idée de trouver un moyen pour rendre ces archives facilement accessibles au plus grand nombre, par exemple en les numérisant, était évidemment au centre de nos réflexions, et une priorité pour nous. Notre répertoire nous avait permis de constater qu'une bonne partie des documents que nous avons repérés ne figuraient pas parmi les collections de la BnF – d'où, encore une fois, l'importance des petites centres que conservent parfois des pièces très rares, voire uniques.

Nous avons ainsi lancé, en partenariat avec la Bibliothèque nationale de France, un programme de numérisation des documents repérés dans le Guide des sources. Un dossier sur le site Gallica (bibliothèque numérique) de la Bibliothèque nationale de France permettra bientôt d'accéder à notre base des congrès, avec des liens vers les version numérisée des documents. Cet accès rapide et facile facilitera le travail des chercheurs, peut être sensibilisera un autre public moins spécialisé à cette histoire. Pour ce programme de numérisation, une convention a été signée entre le CODHOS et la BnF: un tel projet aurai eu plus de mal à se concrétiser sur la BnF avait du passer une convention avec chacun des centres d'archives détenant les sources à numériser. On voit bien, dans ce cas précis, l'importance du rôle du CODHOS, collectif fédérateur pouvant engager sur des sujets précis les membres qui le souhaitent.

Cette conférence de l'IALHI en France est l'occasion pour nous de nous faire connaître un peu mieux, au-delà de nos cercles habituels, à l'étranger. Elle

représentait aussi un défi: heureusement, la BDIC, le CHS et le CAMT – qui ont une expérience beaucoup plus grande que la plupart des petits centres comme le mien dans l’organisation de ce genre de manifestation –, ont pris un relais très important, et ont largement contribué à sa préparation.

Dans les projets du CODHOS, chacun arrive, avec ses moyens et son originalité, à échanger sur ses expériences et à faire partager ses propres richesses. Aucun des projets que nous menons collectivement ne se substitue à des projets que les uns et les autres peuvent avoir; lorsque, par exemple, nous envisageons de construire une base de données sur les archives des militants, il ne s’agit pas de refaire ce que le Maitron fait déjà très bien, ou ce que font les archives des syndicats ou des partis à travers leurs inventaires: notre travail a pour but de donner de nouvelles portes d’accès, collectives, aux sources de chacun. Il y a à chaque fois une discussion entre nous pour trouver les moyens et la façon la plus originale d’apporter nos savoir-faire et nos expériences. Par exemple, lorsqu’il s’agit des fonds de militants, les petits centres comme les nôtres qui ont un contact direct avec les personnalités déposantes n’ont évidemment pas avec elles la même relation que des archives départementales ou de grosses institutions, qui n’ont pas à leur endroit les mêmes rapports organisationnels ou de proximité. Ce sont ces différences qui font l’originalité et la richesse de notre association.

Le danger pour nous serait de nous lancer dans des projets trop ambitieux, que nous n’aurions peut-être pas les forces de mener à bien. C’est pour cela que lorsque nous avons décidé de travailler sur les congrès, nous avons choisi de limiter à la période 1870-1940. De la même façon, dans notre travail sur les fonds de militants, nous avons décidé de partir des inventaires déjà existants dans chacun de nos centres. Il ne s’agit pas de venir rajouter un travail qu’on ne serait pas capables de mener à bien: mettre en commun, dans un réseau, ce que chacun d’entre nous avons déjà, et qui parfois est très mal connu, ou que nous avons parfois oublié - le travail collectif permet souvent de réactiver des mémoires oubliées -, cela nous semble déjà utile et essentiel.

En étant nombreux, vigilants, et engagés sur des projets très précis, nous permettons à chacun d’entretenir une sorte de veille autour des sujets qui nous intéressent – et qui intéressent aussi les acteurs du mouvement ouvrier et social, et les chercheurs qui travaillent dans ce domaine. C’est la raison pour laquelle le CODHOS a organisé au printemps dernier une rencontre autour de la question des archives numériques. Ceux d’entre nous qui travaillons pour la conservation des archives d’une organisation, quelle que soit la famille politique ou syndicale dans laquelle il s’inscrit, se trouvent désormais confrontés à ce type de sources; un collectif comme le CODHOS permet de traiter de ces questions selon des points de vue professionnels très différents: les réponses à leur apporter, et surtout la faisabilité des choses, peuvent ainsi être ramenées à un quotidien dont chacun peut se saisir à l’échelle de son organisation. Vouloir appliquer dans nos petits centres des normes qui seraient, par exemple, définies par les Archives nationales, ou par des grosses institutions pour les petites institutions, c’est refuser de voir des réalités humaines qui rendent les choses impossibles, et qui peuvent décourager. Un collectif comme le nôtre peut faire office de sas de décompression pour les grandes discussions théoriques: quand on discute entre nous, nous sommes sur le pratique. Chacun peut apporter son expérience, apporte aussi son histoire, et permet à chacun d’avancer. Il faut dire, enfin, notre souci face au désintérêt actuel pour l’histoire ouvrière et sociale, dont Françoise Bosman se

faisait l'écho ce matin. Là aussi, le CODHOS n'est pas né par du hasard ou d'une simple envie d'archivistes de nouer de nouveaux contacts. Il est né d'un constat: il fallait réactiver une histoire ouvrière et sociale dont on sent bien, en France, qu'elle ne mobilise plus guère aujourd'hui. Cela tient-il à une difficulté d'accès aux sources? C'est possible. Les instruments que nous mettons en place visent cependant précisément à les rendre plus visibles, mieux connues, dans un monde archivistique qui, produit d'une histoire mouvementée, est très éclaté.

Comme vous l'avez sans doute compris, le CODHOS ne peut avancer qu'au rythme que se donnent les uns et les autres au sein du collectif. Lorsque nous déterminons un objectif, certains prennent parfois plus que leur part à un certain moment, afin que personne ne se décourage et ne reste au bord de la route. Cela peut parfois créer des petites frustrations ou des arrêts, mais nous ne pouvons pas y échapper, dans une organisation qui est jeune et qui n'a pas beaucoup de moyens. Que l'IALHI ait accepté de nous confier en partie l'organisation de cette conférence a été pour nous un véritable encouragement. Nous sommes très heureux que vous soyez nombreux ici aujourd'hui, et nous espérons que vous parlerez de nous en rentrant dans vos pays: les demandes que vous pourrez nous faire en pensant que, plutôt que de vous adresser successivement à tel ou tel centre, il est plus facile de solliciter directement le CODHOS qui se chargera de répercuter la question aux bons destinataires, seront le meilleur stimulant pour nous inciter à nous retrouver plus fréquemment, et à multiplier les initiatives.

La base iconographique du CHS.

Francoise Blum & Sylvie Le Dantec (Centre d'histoire sociale du XXe siècle, Paris): Cf. <http://histoire-sociale.univ-paris1.fr>

Cf. <http://histoire-sociale.univ-paris1.fr/icono/Basepres.php>

Nous allons vous présenter Archiv@voir, la base de données iconographique du Centre d'histoire sociale du XXe siècle.

Constatant que le CHS possédait plusieurs fonds d'archives intéressant le mouvement ouvrier et social comprenant d'impressionnantes richesses iconographiques: photographies, tracts, affiches, images de tous genres, etc, nous avons décidé de mettre à disposition du public une base de données accessible directement sur le web. Au vu de ces fonds et de leur contenu, qui "dormaient" dans les sous-sols du Centre, nous avons pensé qu'il serait sans doute intéressant de les mettre à disposition du public de façon assez large, et d'en faire profiter le maximum de gens possibles. Par conséquent, nous avons donc décidé de "bricoler" – car c'est un peu comme ça que nous travaillons au Centre – directement sur le Web une base de données, en php-Mysql, afin d'intégrer petit à petit nos fonds iconographiques, au moment même de notre campagne de numérisation.

Cette base de données n'existe actuellement qu'à l'état expérimental: l'accès au public est encore limité. Deux possibilités de recherche dans la base sont offertes aux internautes: une recherche immédiate, autorisée à tous les internautes, et un second type de recherche, réservé cette fois aux personnes disposant d'un "accès membre", et donc d'un mot de passe personnel (en effet, cette base entièrement conçue sur le Web a été construite de manière à ce qu'un certain nombre de chercheurs puissent participer directement à son élaboration, en s'y connectant depuis l'endroit qu'ils souhaitent; il leur est alors tout à fait possible, par exemple, de créer ou de modifier les fiches documentaires). Quel que soit le type d'accès, il est possible de lancer des recherches: par mots-clés (avec croisement possible de trois mots-clés différents); par auteur (auteur signifiant l'auteur du document iconographique, photographie ou affiche par exemple, que donc dans beaucoup de cas nous ne connaissons pas); par organisation (il peut s'agir là soit de l'organisation à l'origine du document, soit d'une organisation qui a un rapport avec le contenu de ce qui est représenté sur le document), par personnalité représentée, par période, par date d'édition (ou date de prise de vue, pour une photographie, par exemple), par lieu géographique (à partir d'un menu déroulant) et par fonds. Naturellement, tous ces critères de recherche peuvent être croisés.

Nous n'avons pour l'instant entré dans notre base que deux fonds, le Fonds André Marty ancien responsable du Parti communiste français, et le Fonds Marceau Pivert, membre de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) puis fondateur du PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan), qui avait par ailleurs été l'un des responsables de la section cinématographique du PS-SFIO.

Particulièrement intéressé par l'image, les photographies et les films, Marceau Pivert a légué au Centre une série d'albums photos conçus un peu sur le modèle d'une filmographie et qui déroulent une bonne partie de l'histoire du XXe siècle. Si l'on s'intéresse par exemple à la question de l'exil, on trouve des photographies relatives à l'exode des républicains espagnols. Pour chaque document trouvé, on peut visionner la reproduction sous forme numérique, accompagnée en regard d'une notice détaillée. Il est également possible de ne pas chercher par sujet, mais

de passer simplement d'une photographie à l'autre: nous avons, dans ce cas, repris la composition des albums donnée par Marceau Pivert, qu'il nous semblait indispensable de conserver. Autour de chaque thème, les photographies sont donc organisées en séries.

La recherche par personnalité est évidemment une des dimensions essentielle de ce travail. Elle est particulièrement intéressante, compte tenu du nombre impressionnant de militants représentés sur les documents iconographiques. Une recherche sur Léon Blum, par exemple nous donne ainsi accès à une longue liste de documents où il apparaît. L'intérêt de notre base, c'est aussi de pouvoir croiser les critères: l'interroger avec le seul mot clé "Congrès" n'aurait sans doute pas grand sens, mais si l'on croise "Congrès" avec "PS-SFIO", la recherche devient évidemment beaucoup plus convaincante...

Nous voudrions conclure en soulignant que cette base permet de faire travailler ensemble des personnes qui peuvent être tout aussi bien documentalistes, bibliothécaires ou chercheurs. Ainsi un chercheur « autorisé » trouve une photographie, accompagnée d'une notice, qui ne le satisfait pas entièrement, il lui sera possible de la corriger et de la compléter directement, en ajoutant, par exemple, le nom d'un militant qui n'aurait pas été reconnu sur le document. Cet aspect coopératif et convivial nous a semblé essentiel. Parallèlement à cette base de données que nous enrichissons tous les ans par de nouvelles campagnes de numérisation, nous avons réfléchi aussi à la préparation d'une série d'expositions virtuelles, qui pourraient être réalisées elles-aussi directement sur le Web. La première sera consacrée aux Voyages en URSS de l'époque krouchtchévienne. Il va de soi que c'est parce que nous avons, dans nos fonds, une série de photographies prises lors de voyages faits à partir de 1956 que nous avons décidé de ce premier thème d'exposition

La Conférence IALHI 2005 à Gand, le 25ème anniversaire de l'AMSAB

Hendrik Ollivier (AMSAB-ISG, Gand)

AMSAB-ISG va voir ailleurs... C'est sous cette devise, nous avons lancé l'idée de célébrer en 2005 le 25ème anniversaire de l'AMSAB, l'Institut d'histoire sociale à Gand. A l'occasion de nos visites dans des instituts étrangers, nous avons souvent trouvé des documents relatifs au mouvement ouvrier belge, ou aux mouvements socialistes belges. Et de temps à autre, la pensée nous effleurait qu'il était vraiment dommage que de telles belles pièces ne fassent pas partie de nos propres collections.

Or, aujourd'hui que nous vivons dans l'époque du virtuel, peu de choses relèvent encore de l'impossible. Cela nous a donc semblé une bonne idée que de soulever un petit coin du voile à l'occasion de notre anniversaire, histoire de révéler au monde tous ces trésors cachés...

Nous vous serions dès lors particulièrement reconnaissants de bien vouloir regarder un peu parmi vos collections, afin de sélectionner quelques pièces relative au mouvement ouvrier belge, aux mouvements socialistes belges, ou à de nouveaux mouvements sociaux. Un exemplaire remarquable, de valeur internationale, serait le bienvenu.

Bien sûr, nous n'attendons pas de votre part un relevé complet: vous êtes sans doute trop occupés pour cela. Considérez plutôt cette participation comme une sorte de cadeau d'anniversaire: après tout, c'est le geste qui compte! En 2005, nous élaborerons un site Web sur lequel tous les documents qui nous auront été envoyés seront présentés, avec des références directes à vos institutions, et des liens vers vos sites Web respectifs.

Cette initiative a pour but d'associer un maximum d'instituts à notre "fête d'anniversaire", en la leur faisant célébrer, avec nous, à leur propre manière. Soyons originaux: un anniversaire ne doit tout de même pas toujours forcément donner lieu à une réception! (même si bien sûr nous aurons tout loisir d'en donner une à l'occasion de XXXVIe conférence IALHI).

D'un point de vue purement pratique, nous aimerions de préférence recevoir des images numériques, de format 10 x 15 cm environ, et de 72 ppp (ces "cadeaux" peuvent être envoyés à l'adresse suivante: hendrik.ollivier@amsab.be). Mais rien ne vous empêche de nous envoyer aussi des photographies analogiques par la poste. Nous espérons pouvoir compter sur vous, et nous vous remercions par avance pour votre collaboration.



INTERNATIONAL ASSOCIATION OF LABOUR HISTORY INSTITUTIONS

c/o Arbetarrörelsens arkiv och bibliotek, Upplandsgatan 4, Box 1124, 111 81, S-STOCKHOLM, Phone: 0046-8-412 39 01
Fax: 0046-8-412 39 90, Organisation number: 802412-6321, e-mail: ialhi@arbarkiv.a.se, web-site: www.ialhi.org